

## **ANNEXE II - Conditions générales pour les conventions de subvention ou de délégation EP**

### **PARTIE I: dispositions communes applicables aux conventions de subvention et de délégation EP**

#### **Article 1<sup>er</sup>: définitions**

- Action:** le programme ou projet de coopération financé en tout ou partie par l'Union européenne, pouvant être mené par l'organisation, tel que décrit à l'annexe I.
- Entité affiliée:** une entité qui a un lien structurel avec l'organisation ou un cobénéficiaire, en particulier un lien juridique ou de capital, et qui met en œuvre une partie de l'action dans le cadre d'une convention de subvention EP.
- Tâches d'exécution budgétaire:** dans le cadre d'une convention de délégation, les tâches consistant à mener des procédures de passation de marchés et d'octroi de subventions, ainsi qu'à attribuer, signer et exécuter les marchés publics et les conventions de subvention qui en résultent, notamment accepter les éléments livrables, effectuer les paiements et recouvrer les fonds indûment versés, lorsque deux conditions sont réunies: i) les travaux, services, fournitures et autres avantages sont accordés directement au pays partenaire ou à toute autre population bénéficiaire de l'action; et ii) une marge d'appréciation (n'impliquant pas de choix politiques) est laissée en vue de la mise en œuvre de l'action.
- Base de données centrale sur les exclusions:** base de données recensant toutes les personnes morales et physiques exclues du financement de l'Union européenne, établie par le règlement (CE, Euratom) n° 1302/2008 de la Commission du 17 décembre 2008 relatif à la base de données centrale sur les exclusions (JO L 344 du 20.12.2008, p. 12).
- Cobénéficiaire:** une entité mettant en œuvre une partie de l'action et étant partie à la convention de subvention EP concernée conjointement avec l'organisation. L'organisation signe normalement la subvention EP concernée au nom des bénéficiaires également.
- Contractant:** une personne physique ou morale avec laquelle un marché public a été passé.
- Jours:** toutes les références à des «jours» se rapportent à des jours civils.
- Action extérieure de l'UE:** action financée au titre du FED, de l'ICD, de l'IEV, de l'IAP II, de l'ICSN, de l'instrument contribuant à la stabilité et à la paix (IcSP), de l'IP, de l'IEDDH, et de leurs prédécesseurs.
- Bénéficiaire final:** une personne physique ou morale bénéficiant en dernier recours de l'action.
- Force majeure:** toute situation ou tout événement imprévisible et exceptionnel, indépendant de la volonté des parties et non imputable à une faute ou à une négligence de l'une d'elles (ou de l'un des bénéficiaires d'une subvention, entités affiliées, sous-délégataires, contractants, agents ou salariés), qui empêche l'une des parties d'exécuter une ou plusieurs de ses obligations découlant de la convention et qui n'a pu être surmontée en dépit de toute la diligence déployée. Les défauts des équipements ou du matériel ou leur mise à disposition tardive ne peuvent être invoqués comme cas de force majeure que s'ils sont la conséquence directe d'un cas de force majeure établi. Les conflits du travail, les grèves ou les difficultés financières de l'organisation ne peuvent être invoqués comme cas de force majeure par la partie en défaut d'exécution.
- Subvention:** une contribution financière directe par voie de donation dans le cadre d'une convention de délégation donnée par l'organisation pour financer les activités de tiers.
- Bénéficiaire d'une subvention:** une personne physique ou morale à qui une subvention a été accordée dans le cadre d'une convention de délégation. Les bénéficiaires d'une subvention peuvent fournir des subventions en cascade et passer des marchés pour la mise en œuvre de leurs activités. Des tiers bénéficiant d'une contribution financière de l'organisation, d'un cobénéficiaire ou d'une entité affiliée dans le cadre d'une convention de

	subvention EP ne sont pas considérés comme des bénéficiaires d'une subvention aux fins de la présente convention.
Incidences:	effets à long terme, primaires et secondaires, produits par l'action.
Indicateur:	facteur ou variable quantitatif et/ou qualitatif qui permet de mesurer de manière simple et fiable si une action a produit les résultats attendus.
Système de contrôle interne:	un processus applicable à tous les niveaux de la chaîne de gestion et conçu pour fournir une assurance raisonnable quant à la réalisation des objectifs suivants: <ul style="list-style-type: none"> <li>a) l'efficacité, l'efficience et l'économie des opérations;</li> <li>b) la fiabilité des informations rapportées;</li> <li>c) la préservation des biens et des informations;</li> <li>d) la prévention, la détection, la correction et le suivi de la fraude et des irrégularités;</li> <li>e) la gestion appropriée des risques concernant la légalité et la régularité des opérations financières, en tenant compte du caractère pluriannuel des programmes et de la nature des paiements concernés.</li> </ul>
Résultat:	les effets à court et à moyen termes probables ou obtenus des extrants d'une action;
Extrant:	les produits, biens d'équipement et services résultant d'activités menées au titre d'une action.
Marché public:	un contrat signé entre l'organisation, un sous-délégataire, un cobénéficiaire ou une entité affiliée et un contractant au titre duquel le contractant fournit des services, fournitures ou travaux.
Résultat:	l'extrant, la réalisation ou les incidences d'une action.
Règlementations et règles:	règlementations, règles, directives organisationnelles, instructions et autres éléments du cadre réglementaire de l'organisation.
Bonne gestion financière:	principe général que doit respecter la mise en œuvre de la présente convention, à savoir l'économie, l'efficacité et l'efficience. Le principe d'économie dispose que les moyens mis en œuvre en vue de la réalisation de l'action sont rendus disponibles en temps utile, dans les quantités et qualités appropriées et au meilleur prix. Le principe d'efficacité vise la réalisation des objectifs spécifiques fixés et l'obtention des résultats escomptés. Le principe d'efficience vise le meilleur rapport entre les moyens mis en œuvre et les résultats obtenus.
Sous-délégataire:	un tiers chargé de tâches d'exécution budgétaire par l'organisation. La subdélégation n'est autorisée que pour les actions extérieures de l'Union européenne. Si la convention de délégation ne concerne pas une action extérieure de l'UE, les dispositions relatives aux sous-délégataires ne s'appliquent pas.

## **Article 2: obligations générales**

### **Mise en œuvre de l'action**

- 2.1 L'organisation est responsable de la mise en œuvre de l'action décrite à l'annexe I de la convention, indépendamment du fait que les activités soient menées par l'organisation elle-même, un sous-délégataire, une entité affiliée, un contractant ou le bénéficiaire d'une subvention. L'annexe I précise les indicateurs permettant de mesurer les résultats obtenus. Les deux parties s'appliquent à renforcer leurs relations mutuelles en vue de favoriser l'échange d'informations tout au long de la mise en œuvre de l'action. À cette fin, l'organisation et le pouvoir adjudicateur participent à des réunions de coordination et autres activités communes organisées conjointement, et l'organisation invite la Commission européenne à participer à tout comité de donateurs qui peut être établi en rapport avec l'action.
- 2.2 Dans le cadre de la mise en œuvre de l'action, l'organisation ne modifie pas unilatéralement le principal objet de l'action tel que décrit à l'annexe I, comme ses objectifs, ses stratégies et ses domaines prioritaires, ni tout autre élément essentiel mentionné dans les conditions particulières de la présente convention.

### **Responsabilité**

- 2.3 L'organisation est responsable de l'exécution des obligations découlant de la présente convention avec tout le professionnalisme requis en matière de prudence et de diligence, ce qui signifie qu'elle suit ses réglementations et règles avec le même niveau de diligence et de soin qu'elle applique à la gestion de ses propres fonds.
- 2.4 En vertu des conventions de délégation, l'organisation assume la pleine responsabilité financière à l'égard du pouvoir adjudicateur pour l'ensemble des fonds, y compris de ceux indûment versés à des sous-délégataires, des contractants ou des bénéficiaires d'une subvention ou mal utilisés par ces derniers. L'organisation prend des mesures en vue de prévenir, de détecter et de corriger les irrégularités et la fraude lors de l'exécution de l'action. À cet effet, elle procède, dans le respect du principe de proportionnalité et de ses réglementations et règles évaluées positivement, à des contrôles ex ante et/ou ex post, comprenant, le cas échéant, des contrôles sur place sur des échantillons d'opérations représentatifs et/ou fondés sur les risques, pour s'assurer que l'action financée par l'Union européenne est effectivement et correctement exécutée. Lorsque des fonds ont été indûment versés ou mal utilisés par des sous-délégataires, des contractants ou des bénéficiaires d'une subvention, l'organisation prend toutes les mesures applicables conformément à ses propres réglementations et règles, afin de recouvrer lesdits fonds, y compris par l'introduction d'un recours juridictionnel en cas de besoin.
- 2.5 Au titre de conventions de délégation, la Commission européenne peut renoncer au recouvrement de tout ou partie des montants qui n'ont pas pu être récupérés auprès de sous-délégataires, contractants ou bénéficiaires d'une subvention, pour autant que les conditions cumulatives suivantes soient remplies:
- a) l'organisation a correctement suivi ses propres réglementations et règles et l'absence de recouvrement n'est pas due à une erreur ou à une négligence de sa part;
  - b) l'organisation a manifesté, lors du recouvrement des fonds de l'UE, le même niveau de diligence qu'elle applique au recouvrement de ses propres fonds et a démontré qu'elle avait épuisé toutes les mesures à sa disposition conformément à ses propres réglementations et règles pour recouvrer les fonds, y compris l'engagement éventuel d'une procédure judiciaire contre les sous-délégataires, contractants et bénéficiaires d'une subvention; et
  - c) l'organisation s'efforce de céder sa créance à l'égard du débiteur à la Commission européenne, conformément à la demande de cette dernière.

### **Autres obligations**

- 2.6 L'organisation s'engage à veiller à ce que les obligations visées aux articles 2.8, 5-Conflit d'intérêts, 7.1-Protection des données, 8-Communication et visibilité, 16-Comptabilité et archivage et 17-Accès et contrôles financiers de la présente convention s'appliquent, le cas échéant, à l'ensemble des contractants et des bénéficiaires d'une subvention.
- 2.7 L'organisation informe sans délai le pouvoir adjudicateur et la Commission de toute modification substantielle des règles, procédures et systèmes appliqués dans le cadre de la mise en œuvre de l'action.

Cette obligation concerne en particulier i) les modifications substantielles ayant une incidence sur l'évaluation des piliers dont l'organisation a fait l'objet, ii) les modifications susceptibles d'avoir une incidence sur les conditions d'éligibilité prévues dans les instruments juridiques applicables de l'Union, ou iii) toute autre circonstance susceptible d'avoir une incidence négative sur la mise en œuvre et la gestion de l'action, ou de retarder ou mettre en péril l'exécution des activités. Les parties mettent tout en œuvre pour régler à l'amiable tout problème résultant de ces modifications. Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'adopter ou de demander des mesures supplémentaires pour faire face auxdits changements. Lorsqu'un accord sur ces mesures ou d'autres solutions ne peut être trouvé entre les parties, l'une ou l'autre des parties peut mettre un terme à la convention conformément à l'article 13.3.

- 2.8 L'organisation défend le respect des droits de l'homme et respecte la législation applicable en matière environnementale, notamment les accords environnementaux multilatéraux ainsi que les normes fondamentales en matière de travail arrêtées au niveau international.
- 2.9 Lorsque la Commission européenne n'est pas le pouvoir adjudicateur, elle n'est pas partie à la présente convention, qui ne lui confère que les droits et obligations explicitement mentionnés. Cette disposition est sans préjudice du rôle de la Commission européenne dans la promotion d'une interprétation cohérente des conditions de la présente convention.

### **Article 3: obligations relatives à l'information et aux rapports**

#### **Généralités**

- 3.1 L'organisation fournit au pouvoir adjudicateur des informations complètes sur la mise en œuvre de l'action. À cette fin, l'organisation doit inclure à l'annexe I un plan de travail, au moins pour la première année de la période de mise en œuvre telle que définie à l'article 2.3 des conditions particulières (ou l'ensemble de la période de mise en œuvre si elle est inférieure à un an). L'organisation soumet au pouvoir adjudicateur un ou des rapports intermédiaires et un rapport final conformément aux dispositions ci-après. Ces rapports comprennent une partie descriptive et une partie financière.
- 3.2 Chaque rapport, qu'il soit intermédiaire ou final, fournit un compte rendu complet de tous les aspects pertinents de la mise en œuvre de l'action pendant la période couverte. Le rapport décrit la mise en œuvre de l'action selon les activités prévues à l'annexe I, les difficultés rencontrées et les mesures prises pour les surmonter, les éventuelles modifications introduites, ainsi que le degré de réalisation de ses résultats (incidences, résultats ou extrants), tels que mesurés par les indicateurs correspondants. Le rapport est structuré de façon à permettre le suivi de l'/des objectif(s), des moyens envisagés et mis en œuvre. Le rapport final, descriptif et financier, couvrira l'ensemble de la période de mise en œuvre de l'action. Le niveau de détail de tout rapport correspond à celui des annexes I et III.
- 3.3 Dans le cas d'actions multidonateurs au titre de conventions de délégation, et lorsque la durée du projet ou du programme de l'organisation est supérieure à la période de mise en œuvre de la présente convention, le pouvoir adjudicateur peut demander - en plus des rapports finaux à déposer conformément à l'article 3.8 - les rapports finaux du projet ou du programme dès qu'ils sont disponibles. Cette disposition est sans préjudice de la fin de la période d'exécution de la présente convention mentionnée à l'article 13.5.
- 3.4 Toute exigence autre ou supplémentaire en matière de rapports doit être indiquée dans les conditions particulières.
- 3.5 Le pouvoir adjudicateur peut demander des informations supplémentaires à tout moment, en motivant sa demande. Sous réserve des réglementations et règles de l'organisation, ces informations sont communiquées dans un délai de 30 jours à compter de la réception de la demande. L'organisation peut présenter une demande motivée visant à prolonger le délai de 30 jours.

#### **Contenu des rapports**

- 3.6 Le ou les rapports intermédiaires portent directement sur la présente convention et contiennent au minimum les éléments suivants:
  - a) le résumé et le contexte de l'action;
  - b) les résultats concrets: un tableau à jour sur la base d'une matrice-cadre logique, y compris la communication des résultats obtenus par l'action (incidences, résultats ou extrants), tels que mesurés

par les indicateurs correspondants; les points de référence et objectifs convenus, ainsi que les sources de données pertinentes;

- c) les activités menées au cours de la période de référence (c'est-à-dire directement liées à l'action et décrites dans la présente convention);
- d) les informations sur la mise en œuvre du plan de communication et de visibilité (annexe VI) et sur toute autre mesure prise pour assurer la visibilité du financement de l'Union européenne;
- e) les informations sur les coûts de mise en œuvre exposés ainsi que les engagements juridiques pris par l'organisation au cours de la période de référence;
- f) un résumé des contrôles effectués, le cas échéant, dans le cadre des conventions de subvention EP et les rapports d'audit finaux disponibles, dans le respect de la politique de l'organisation relative à la divulgation de ces contrôles et de ces rapports d'audit. Lorsque des erreurs et des lacunes sont constatées dans les systèmes, il convient également de fournir une analyse de leur nature et de leur portée, ainsi que des informations sur les mesures correctives prises ou planifiées;
- g) dans le cadre de conventions de délégation, les mesures de contrôle effectuées concernant les sous-délégataires, le cas échéant. Lorsque des lacunes sont décelées, il convient également de fournir des informations sur leur nature et leur portée ainsi que sur les mesures correctives adoptées;
- h) s'il y a lieu, une demande de paiement;
- i) le plan de travail pour la période suivante.

3.7 Le rapport final contient les éléments suivants:

pour l'ensemble de la période de mise en œuvre:

- a) toutes les informations demandées à l'article 3.6, points a) à h).
- b) un récapitulatif des recettes de l'action, des paiements reçus et des dépenses éligibles ou des coûts éligibles exposés;
- c) s'il y a lieu, une vue d'ensemble de tous les fonds indûment versés ou utilisés de manière inappropriée que l'organisation a pu ou n'a pas pu récupérer elle-même;
- d) dans le cadre d'une convention de subvention, le lien exact vers la page web sur laquelle, conformément à l'article 22.1, figurent les informations sur les bénéficiaires d'une subvention et les contractants;
- e) pour les actions extérieures de l'UE, le cas échéant, des informations détaillées sur les transferts d'équipements, de véhicules et des fournitures importantes restantes mentionnés à l'article 9;
- f) dans le cas d'actions multi-donateurs, une mention selon laquelle l'organisation assure que les coûts qui ne sont pas éligibles pour le pouvoir adjudicateur sont couverts par les contributions d'autres donateurs qui considèrent ces coûts comme éligibles.

3.8 L'organisation remet un rapport pour chaque période de référence telle que spécifiée dans les conditions particulières, à compter du début de la période de mise en œuvre, sauf dispositions contraires dans les conditions particulières<sup>1</sup>. Les rapports, descriptifs et financiers, couvrent l'ensemble de l'action, qu'elle soit financée en tout ou partie par des fonds de l'Union. Les rapports intermédiaires sont soumis dans un délai de 60 jours après la fin de la période couverte par de tels rapports. Pour les actions extérieures de l'Union européenne, le rapport final est transmis au plus tard six mois après la fin de la période de mise en œuvre. Pour les actions extérieures qui ne sont pas menées par l'Union européenne, le rapport final est transmis au plus tard trois mois après la fin de la période de mise en œuvre.

**Déclaration de gestion et avis d'audit ou de contrôle dans le cadre des conventions de délégation**

Dans le cadre des conventions de délégation, les articles 3.9 à 3.13 suivants s'appliquent:

- 3.9 Si l'action est une action extérieure de l'UE, chaque rapport annuel ou final est accompagné d'une déclaration de gestion conforme au modèle figurant à l'annexe VII. Lorsque la durée de la période de mise en œuvre est inférieure à 18 mois, la déclaration de gestion ne doit être fournie qu'avec le rapport final. Si l'action n'est pas une action extérieure de l'Union et que sa période de mise en œuvre dépasse 18 mois, la déclaration de gestion est remise pour le 15 février de l'année suivant la première année de mise en œuvre, et, ensuite, chaque année.
- 3.10 Si l'organisation n'est pas une organisation internationale, elle fournit au pouvoir adjudicateur, dans un délai d'un mois à compter de la présentation de chaque déclaration de gestion (c'est-à-dire le 15 mars

<sup>1</sup> Pour les actions extérieures de l'UE, la période de rapport est, par défaut, de 12 mois à compter du début de la période de mise en œuvre.

pour les actions extérieures autres que celles de l'UE), un avis émis par un organisme d'audit indépendant, conformément à l'article 3.12.

- 3.11 Si l'organisation est une organisation internationale qui n'a pas conclu d'accord-cadre avec la Commission européenne, elle fournit au pouvoir adjudicateur, dans un délai de six mois à compter de la présentation de chaque rapport, un avis émis par un organisme d'audit indépendant, conformément à l'article 3.12, ou un avis équivalent émis par un organisme de contrôle de l'organisation.
- 3.12 Les avis mentionnés aux articles 3.10 et 3.11 sont rédigés conformément aux normes d'audit reconnues à l'échelle internationale, en précisant si la comptabilité donne une image fidèle et juste, si les systèmes de contrôle en place fonctionnent de manière adéquate et si les opérations sous-jacentes sont gérées conformément aux dispositions de la présente convention. Ils indiquent également si le travail d'audit met en doute les affirmations figurant dans la déclaration de gestion susmentionnée.
- 3.13 Si l'organisation a conclu un accord en ce sens avec la Commission européenne, l'organisation peut présenter, chaque année, la déclaration de gestion et/ou l'avis d'audit ou de contrôle, qui sont mis à la disposition du siège de la Commission européenne séparément des rapports prévus par la présente convention. Dans le cas d'organisations internationales, l'avis d'audit ou de contrôle renvoie aux états financiers annuels audités de l'organisation dans son ensemble.

#### **Monnaie de présentation**

- 3.14 Sauf disposition contraire dans les conditions particulières, les rapports sont présentés dans la monnaie de comptabilité de l'organisation pour l'action.
- 3.15 L'organisation doit convertir les engagements juridiques, les recettes de l'action et les coûts exposés dans des devises autres que la devise de comptabilité de l'action conformément à ses pratiques habituelles en matière de comptabilité.

#### **Non-respect des obligations en matière de rapports**

- 3.16 Si l'organisation n'est pas en mesure de présenter un rapport intermédiaire ou un rapport final ainsi que les documents connexes au plus tard à la date limite fixée à l'article 3.8, elle informe le pouvoir adjudicateur par écrit des raisons de ce retard et fournit un résumé de l'état d'avancement de l'action ainsi que, le cas échéant, un plan de travail provisoire pour la prochaine période. Si l'organisation ne respecte pas cette obligation dans les deux (2) mois qui suivent la date limite fixée à l'article 3.8, le pouvoir adjudicateur peut résilier la convention conformément à l'article 13, refuser de verser tout montant en suspens et récupérer tout montant indûment versé.

#### **Article 4: responsabilité à l'égard de tiers**

- 4.1 La Commission européenne n'est, en aucun cas ni à quelque titre que ce soit, tenue pour responsable des dommages causés au personnel ou aux biens de l'organisation lors de la mise en œuvre ou à la suite de l'action. En conséquence, la Commission européenne n'admet aucune demande d'indemnisation ou d'accroissement des paiements pour ces motifs.
- 4.2 En aucun cas ni à quelque titre que ce soit, la Commission européenne n'est tenue pour responsable à l'égard de tiers, y compris pour les dommages de toute nature qui seraient causés à ceux-ci dans le cadre de la mise en œuvre de l'action ou en raison de celle-ci.
- 4.3 L'organisation dégage la Commission européenne de toute responsabilité liée à des réclamations ou poursuites découlant d'une infraction aux réglementations et règles de l'organisation commise par elle-même, ses employés ou des personnes dont ils sont responsables, ou d'une violation des droits d'un tiers dans le cadre de la mise en œuvre de l'action.

#### **Article 5: conflit d'intérêts**

- 5.1 L'organisation s'abstient, conformément à ses réglementations et règles, de toute action pouvant donner lieu à un conflit d'intérêts.
- 5.2 Il y a conflit d'intérêts lorsque l'exercice impartial et objectif des fonctions de toute personne mettant en œuvre l'accord est compromis.

## **Article 6: confidentialité**

- 6.1 Le pouvoir adjudicateur et l'organisation préservent tous deux la confidentialité de tout document, toute information ou tout autre matériel directement lié à la mise en œuvre de l'action qui est communiqué sous le sceau de la confidentialité. Le caractère confidentiel d'un document ne doit pas l'empêcher d'être communiqué à un tiers sur une base confidentielle lorsque les règles contraignantes pour les parties, ou la Commission européenne lorsqu'elle n'est pas le pouvoir adjudicateur, l'exigent.
- La divulgation des informations ne peut en aucun cas compromettre les privilèges et immunités ou la sécurité du personnel des parties ou des bénéficiaires finaux de l'action.
- 6.2 Chaque partie obtient le consentement écrit de l'autre préalablement à la publication de ces informations confidentielles, à moins que:
- a) la partie qui est l'auteur de la communication accepte de libérer l'autre partie des obligations de confidentialité susmentionnées;
  - b) les informations confidentielles deviennent publiques d'une autre manière qu'en violation de l'obligation de confidentialité par la partie tenue par cette obligation;
  - c) la divulgation d'informations confidentielles est exigée par la loi ou des réglementations et règles établies en conformité avec le document constitutif de base de l'une ou l'autre des parties.
- 6.3 Les parties restent liées par la confidentialité pendant cinq ans après la date de fin de la convention (voir article 13.5) ou pendant une période plus longue telle que précisée par l'auteur de la communication au moment de la communication.
- 6.4 Lorsque la Commission européenne n'est pas le pouvoir adjudicateur, elle a néanmoins accès à tous les documents communiqués à celui-ci, dont elle assure la même confidentialité.

## **Article 7: protection des données**

- 7.1 L'organisation garantit une protection appropriée des données à caractère personnel. On entend par «données à caractère personnel» toute information concernant une personne physique identifiée ou identifiable. Toute opération impliquant le traitement de données à caractère personnel, telle que la collecte, l'enregistrement, l'organisation, la conservation, l'adaptation ou la modification, l'extraction, la consultation, l'utilisation, la divulgation, l'effacement ou la destruction, est fondée sur les réglementations et règles de l'organisation et est uniquement effectuée lorsqu'elle est nécessaire aux fins de l'exécution du mandat de l'organisation.
- 7.2 Plus précisément, l'organisation prend, conformément à ses réglementations et règles, les mesures de sécurité techniques et organisationnelles appropriées concernant les risques inhérents à toute opération de ce type et à la nature des informations liées à la personne physique concernée afin:
- a) d'empêcher toute personne non habilitée d'accéder à des systèmes informatiques réalisant ce type d'opérations, et en particulier la lecture, la reproduction, la modification ou l'effacement non autorisés de supports de mémoire; cela inclut la saisie non autorisée de données ainsi que la divulgation, la modification ou l'effacement non autorisés d'informations enregistrées;
  - b) de garantir que les utilisateurs habilités d'un système informatique réalisant ces opérations ne puissent accéder qu'aux informations que leur droit d'accès leur permet de consulter;
  - c) de se doter d'une structure organisationnelle répondant aux exigences susmentionnées.

## **Article 8: communication et visibilité**

- 8.1 L'organisation met en œuvre le plan de communication et de visibilité détaillé à l'annexe VI.
- 8.2 Sauf demande ou accord contraire de la Commission européenne, l'organisation prend toutes les mesures appropriées pour assurer la visibilité du financement de l'action par l'Union européenne. Les informations diffusées à la presse et aux bénéficiaires finaux, de même que l'ensemble des supports publicitaires, avis officiels, rapports et publications y afférents mentionnent le fait que l'action a été réalisée «avec la participation financière de l'Union européenne» et font apparaître l'emblème de l'Union européenne (douze étoiles jaunes sur fond bleu) de manière appropriée. Les publications de l'organisation se rapportant à l'action, sous quelque forme et quelque support que ce soit, y compris l'internet, mentionnent la clause de non-responsabilité suivante: «Le présent document a été élaboré avec l'aide financière de l'Union européenne. Les opinions qui y sont exprimées ne doivent en aucun cas être considérées comme reflétant la position officielle de l'Union européenne.» Dans le cas d'actions extérieures de l'UE, de telles mesures sont appliquées conformément au manuel de communication et de

visibilité<sup>2</sup>, publié par la Commission européenne, ou à toutes autres lignes directrices convenues entre la Commission européenne et l'organisation.

- 8.3 Si, lors de la mise en œuvre de l'action, des équipements, des véhicules ou des fournitures importantes restantes sont achetés au moyen de fonds de l'Union européenne, l'organisation le fait savoir de manière appropriée sur les équipements, véhicules ou fournitures importants concernés, notamment en y apposant l'emblème de l'Union européenne (douze étoiles jaunes sur fond bleu). Lorsqu'un tel affichage risque de compromettre les privilèges et immunités, ou la sécurité du personnel de l'organisation ou des bénéficiaires finaux, l'organisation propose d'autres formules adéquates. La taille et la disposition de la mention de la source du financement et de l'emblème de l'Union européenne doivent être choisies de façon à en assurer la visibilité tout en veillant à ne pas créer de confusion quant au fait que l'action relève d'une activité de l'organisation, et que les équipements, les véhicules ou les fournitures importantes appartiennent à l'organisation.
- 8.4 Dans le cas d'actions extérieures de l'UE, si, en application de l'article 9.6, les équipements, les véhicules ou les fournitures importantes restantes achetés au moyen de fonds de l'Union européenne n'ont pas été transférés aux autorités locales, aux sous-délégués locaux, aux bénéficiaires locaux d'une subvention ou aux bénéficiaires finaux au moment de présenter le rapport final, les exigences en matière de visibilité applicables à ces équipements, véhicules ou fournitures importantes (en particulier l'affichage de l'emblème de l'Union européenne) demeurent applicables entre la présentation du rapport final et l'achèvement de l'action, si ce dernier nécessite plus de temps. Dans le cas où l'organisation conserve la propriété conformément à l'article 9.7, les conditions de visibilité restent applicables tant que les équipements, véhicules ou autres fournitures principales sont utilisés par l'organisation.
- 8.5 Les mentions relatives aux contributions de l'Union européenne indiquent les montants de ces contributions en euros (€ ou EUR). Dans le cas d'une organisation internationale, les publications et rapports de l'organisation élaborés conformément à ses règles et procédures sont exclus de la présente disposition.
- 8.6 Sauf disposition contraire dans les conditions particulières, si une divulgation compromet la sécurité de l'organisation ou nuit à ses intérêts, l'organisation accepte que la Commission publie, sous quelque forme et quelque support que ce soit, y compris sur ses sites internet, les nom et adresse de l'organisation, ainsi que la finalité et le montant de la contribution de l'Union européenne.
- 8.7 L'organisation veille à ce que les rapports, publications, communiqués de presse et mises à jour pertinents pour l'action soient communiqués aux adresses mentionnées dans les conditions particulières, dès leur publication.
- 8.8 Les parties se consulteront immédiatement et s'efforceront de remédier à toute insuffisance constatée dans la mise en œuvre des obligations en matière de visibilité énoncées dans le présent article, et ce sans préjudice de mesures que le pouvoir adjudicateur peut prendre en cas de violation flagrante d'une obligation.

## **Article 9: propriété, droit d'utilisation des résultats et transfert d'équipements**

### **Propriété**

- 9.1 Dans la mesure où cela est juridiquement possible, la propriété, le titre, ainsi que les droits de propriété industrielle et intellectuelle des résultats de l'action, y compris les rapports et tout autre document y afférents, sont conférés à l'organisation, s'il y a lieu conjointement avec des tiers ou suivant d'autres modalités arrêtées par le pouvoir adjudicateur.

### **Droit d'utilisation**

- 9.2 Nonobstant les dispositions du premier paragraphe et sous réserve de l'article 6, l'organisation octroie, et veille à ce que le tiers concerné (sous-délégué, bénéficiaire d'une subvention, attributaire de l'aide financière ou contractant) octroie au pouvoir adjudicateur (et à la Commission européenne lorsqu'elle n'est pas le pouvoir adjudicateur) le droit d'utiliser gratuitement ces résultats visés à l'article 9.1, qui sont soumis à des droits de propriété industrielle ou intellectuelle.

---

<sup>2</sup> Manuel de communication et de visibilité pour les actions extérieures de l'Union européenne  
[http://ec.europa.eu/europeaid/work/visibility/documents/communication\\_and\\_visibility\\_manual\\_fr.pdf](http://ec.europa.eu/europeaid/work/visibility/documents/communication_and_visibility_manual_fr.pdf)



- 9.3 Lorsque les résultats mentionnés au point 9.2 comprennent des droits préexistants et que l'organisation ne peut garantir au pouvoir adjudicateur (et à la Commission européenne lorsqu'elle n'est pas le pouvoir adjudicateur) le droit d'utiliser ces résultats, l'organisation en informe par écrit le pouvoir adjudicateur (et la Commission européenne lorsqu'elle n'est pas le pouvoir adjudicateur).

#### **Transfert (actions extérieures de l'UE uniquement)**

- 9.4 Dans le domaine des actions extérieures de l'UE, les équipements, les véhicules et les fournitures importantes restantes achetés au moyen de la contribution de l'Union européenne dans le cadre de l'action sont transférés aux autorités locales, aux sous-délégataires locaux, aux cobénéficiaires, aux bénéficiaires locaux d'une subvention ou aux bénéficiaires finaux, au plus tard au moment de la présentation du rapport final.
- 9.5 Les preuves documentaires de ces transferts ne sont pas présentées avec les rapports finaux, mais sont conservées pour vérification pendant la durée et avec les documents mentionnés à l'article 16.3.
- 9.6 Par dérogation à l'article 9.4, les équipements, les véhicules et les fournitures importantes restantes achetés au moyen de la contribution de l'Union européenne dans le cadre d'actions qui continuent au terme de la période de mise en œuvre peuvent être transférés à la fin de l'action. L'organisation utilise les équipements, les véhicules et les fournitures importantes restantes au profit des bénéficiaires finaux. Elle informe le pouvoir adjudicateur de l'utilisation finale des équipements, des véhicules et des fournitures importantes restantes dans le rapport final.
- 9.7 En l'absence d'autorités locales, de sous-délégataires locaux, de cobénéficiaires locaux, de bénéficiaires locaux d'une subvention ou de bénéficiaires finaux à qui transférer les équipements, les véhicules et les fournitures importantes restantes, l'organisation peut effectuer le transfert vers une autre action financée par l'Union européenne ou, à titre exceptionnel, conserver la propriété des équipements, des véhicules et des fournitures importantes restantes à la fin de l'action. Dans de tels cas, elle soumet une demande écrite motivée accompagnée d'un inventaire répertoriant les éléments concernés et une proposition concernant leur utilisation, en temps utile et au plus tard au moment de la présentation du rapport final. L'utilisation finale ne peut en aucun cas compromettre la durabilité de l'action.

#### **Article 10: évaluation et suivi de l'action**

- 10.1 L'organisation invite des représentants du pouvoir adjudicateur et de la Commission européenne à participer, à leurs propres frais, aux principales missions de suivi et d'évaluation liées à la réalisation de l'action. Elle rend compte des résultats de ces missions à la Commission européenne.
- 10.2 L'article 10.1 est applicable sans préjudice de toute mission d'évaluation ou de suivi que la Commission européenne souhaiterait effectuer en tant que donateur, ou le pouvoir adjudicateur à ses propres frais. Les missions d'évaluation et de suivi des représentants de la Commission européenne ou du pouvoir adjudicateur sont programmées, planifiées et exécutées dans un esprit de collaboration entre le personnel de l'organisation et les représentants de la Commission européenne (du pouvoir adjudicateur), en gardant à l'esprit l'engagement pris par les parties d'assurer une mise en œuvre efficace et efficiente de la convention. La Commission européenne (ou le pouvoir adjudicateur) et l'organisation conviennent des questions de procédure au préalable. La Commission européenne (ou le pouvoir adjudicateur) met le projet de rapport de la mission d'évaluation ou de suivi à la disposition de l'organisation pour que celle-ci formule des observations avant la publication finale. La Commission européenne (ou le pouvoir adjudicateur) transmet le rapport final à l'organisation une fois celui-ci publié.

#### **Article 11: modification de la convention**

- 11.1 Toute modification de la présente convention, y compris de ses annexes, doit être consignée par écrit dans un avenant signé par les deux parties. La présente convention ne peut être modifiée pendant la période d'exécution que conformément aux dispositions de l'article 2 des conditions particulières.
- 11.2 La partie sollicitant une modification soumet par écrit à l'autre partie toute demande de modification de la présente convention, y compris de ses annexes.
- 11.3 La partie sollicitant une modification présente sa demande dans un délai de 30 jours avant la date d'entrée en vigueur escomptée de la modification et au plus tard 30 jours avant la fin de la période d'exécution, sauf circonstances particulières dûment motivées par celle-ci et acceptées par l'autre partie. L'autre partie notifie sa décision quant à la proposition de modification en temps utile et, dans tous les cas, au plus tard 30 jours à compter de la date de réception de la demande de modification.

- 11.4 Par dérogation aux articles 11.1, 11.2 et 11.3, lorsqu'une modification de l'annexe I et/ou de l'annexe III n'affecte pas l'objet fondamental de l'action et que l'incidence financière se limite à un transfert à l'intérieur d'une même rubrique du budget, y compris l'annulation ou l'introduction d'un poste, ou à un transfert entre rubriques du budget entraînant une variation (le cas échéant, cumulée) inférieure ou égale à 25 % du montant initial (le cas échéant modifié par un avenant écrit) de chaque rubrique concernée, l'organisation peut modifier unilatéralement l'annexe I et/ou l'annexe III et en informe le pouvoir adjudicateur par écrit, au plus tard dans le rapport suivant. Les indicateurs décrits à l'annexe I peuvent être modifiés par l'organisation en accord avec la Commission européenne, sans qu'un avenant formel à la convention ne s'impose si la modification n'affecte pas le but essentiel de l'action.
- 11.5 La méthode décrite à l'article 11.4 ne sert pas à modifier la réserve pour imprévus, ni le taux pour les coûts indirects ou le montant, ou encore le taux des options de présentation simplifiée des coûts définies dans la convention de subvention EP. Dans le cadre d'une convention de subvention EP, les avenants ne peuvent avoir pour objet ou pour effet d'apporter aux conventions des modifications susceptibles de remettre en cause la décision d'attribution de la subvention ni, le cas échéant, de violer l'égalité de traitement entre demandeurs.
- 11.6 Les changements d'adresse ou de compte bancaire sont notifiés au pouvoir adjudicateur par écrit. Le cas échéant, les changements de compte bancaire doivent être indiqués dans la demande de paiement, en utilisant la fiche d'identification financière jointe comme annexe IV.

## **Article 12: suspension**

### **Suspension du délai de paiement**

- 12.1 Le pouvoir adjudicateur peut suspendre le délai de paiement d'une demande de paiement unique en signalant à l'organisation que:
- a) soit le montant n'est pas dû; soit
  - b) les pièces justificatives appropriées n'ont pas été fournies et, partant, le pouvoir adjudicateur doit demander des éclaircissements, des modifications ou des informations complémentaires aux rapports descriptifs ou financiers. Ces éclaircissements ou informations supplémentaires peuvent notamment être demandés par le pouvoir adjudicateur s'il a des doutes sur le respect, par l'organisation, de ses obligations dans le cadre de la mise en œuvre de l'action; soit
  - c) des informations crédibles sont portées à la connaissance du pouvoir adjudicateur, qui remettent en cause l'éligibilité des coûts déclarés ou l'acceptabilité des dépenses déclarées; soit
  - d) dans le cadre d'une convention de délégation, des informations crédibles sont portées à la connaissance du pouvoir adjudicateur, qui révèlent une insuffisance importante dans le fonctionnement du système de contrôle interne de l'organisation ou des sous-délégataires ou qui indiquent que les dépenses déclarées par l'organisation sont liées à de graves irrégularités et n'ont pas été corrigées. Dans ce cas, le pouvoir adjudicateur peut suspendre le délai de paiement, au besoin, pour éviter tout préjudice important aux intérêts financiers de l'UE.
- 12.2 Dans les situations énumérées au point 12.1, le pouvoir adjudicateur notifie à l'organisation dès que possible, et en tout cas dans un délai de 30 jours à compter de la date de réception de ladite demande de paiement, les raisons de la suspension, en précisant, le cas échéant, les informations complémentaires requises. La suspension prend effet à la date à laquelle le pouvoir adjudicateur envoie la notification indiquant les motifs de la suspension. La période de paiement restante recommence à compter de la date à laquelle les informations demandées ou les documents révisés ont été reçus ou que les autres contrôles nécessaires ont été réalisés. Si les informations ou documents demandés ne sont pas transmis dans le délai fixé ou s'ils sont incomplets, le paiement peut être effectué sur la base des informations partielles disponibles.

### **Suspension des paiements et de la convention par le pouvoir adjudicateur**

- 12.3 Le pouvoir adjudicateur peut suspendre les paiements, en tout ou partie, dans les cas suivants:
- a) le pouvoir adjudicateur, sur la base d'informations crédibles qu'il a reçues, a de sérieux doutes et doit vérifier si des erreurs substantielles, des irrégularités, des fraudes ou des violations flagrantes d'obligations fondamentales ont été commises par l'organisation ou les sous-délégataires lors de leur procédure de sélection, lors de leur évaluation des piliers ou dans la mise en œuvre de l'action;
  - b) le pouvoir adjudicateur dispose d'éléments prouvant que des erreurs substantielles, des irrégularités, des fraudes ou des violations flagrantes d'obligations fondamentales ont été commises par

- l'organisation ou les sous-délégataires lors de leur procédure de sélection, lors de leur évaluation des piliers ou dans la mise en œuvre de l'action;
- c) dans le cadre d'une convention de subvention, le pouvoir adjudicateur dispose des preuves de ce que des erreurs systémiques qui mettent en doute la fiabilité du système de contrôle interne de l'organisation ou des sous-délégataires ou la légalité et la régularité des opérations sous-jacentes ont été commises;
  - d) le pouvoir adjudicateur dispose d'éléments prouvant que l'organisation ou les sous-délégataires ont commis des erreurs systémiques ou récurrentes, des irrégularités, une fraude ou une violation des obligations dans le cadre d'autres accords financés par des fonds de l'Union, pour autant que ces erreurs, irrégularités, fraudes ou violations des obligations aient une incidence matérielle sur la présente convention.
- 12.4 Dans les situations mentionnées à l'article 12.3, le pouvoir adjudicateur informe immédiatement l'organisation de son intention de suspendre les paiements et des motifs de cette suspension. L'organisation présente ses observations dans un délai de 30 jours. Si aucune observation n'a été formulée ou si le pouvoir adjudicateur, après examen des observations reçues, décide de poursuivre la suspension, le pouvoir adjudicateur notifie formellement la suspension des paiements en précisant la motivation de cette dernière et les conditions de la reprise des paiements. La suspension prend effet à la date à laquelle le pouvoir adjudicateur envoie la notification et est levée une fois que sont réunies les conditions de reprise des paiements. Pendant la période de suspension des paiements, aucune demande de paiement ne peut être soumise par l'organisation. La suspension des paiements ne suspend pas l'éligibilité des coûts, toutefois, l'organisation, en concertation avec le pouvoir adjudicateur, peut décider de suspendre la mise en œuvre de tout ou partie de l'action dans des cas dûment justifiés d'insuffisance de liquidités.
- 12.5 Dans les situations énoncées à l'article 13.1, la Commission peut suspendre les paiements par mesure de précaution en informant l'organisation immédiatement par écrit. La procédure décrite à l'article 13.2 est alors applicable.
- 12.6 Le pouvoir adjudicateur peut suspendre tout ou partie de la mise en œuvre de la présente convention dans les situations énumérées à l'article 12.3, points b), c) et d). Avant la suspension, le pouvoir adjudicateur notifie formellement à l'organisation son intention de suspendre, invitant l'organisation à présenter ses observations dans un délai de 10 jours à compter de la réception de la notification. Si l'organisation ne soumet pas ses observations, ou si, après avoir examiné les observations présentées par l'organisation, le pouvoir adjudicateur décide de poursuivre la suspension, le pouvoir adjudicateur peut suspendre tout ou partie de la mise en œuvre de la présente convention, moyennant un préavis de sept jours. En cas de suspension partielle de la mise en œuvre de la convention, à la demande de l'organisation, les parties entament des discussions afin de se mettre d'accord sur les modalités nécessaires pour poursuivre le volet de la mise en œuvre qui n'est pas suspendu. Les dépenses ou les frais encourus par l'organisation pendant la période de suspension et liés au volet de la convention suspendu ne sont pas remboursés ni couverts par le pouvoir adjudicateur. À la suite de la suspension de la mise en œuvre de la convention, le pouvoir adjudicateur peut résilier cette dernière conformément à l'article 13.2, recouvrer les montants indûment payés et/ou, en accord avec l'organisation, reprendre la mise en œuvre de la convention. Dans ce dernier cas, les parties modifient la convention si nécessaire.
- 12.7 Le pouvoir adjudicateur peut également notifier à l'organisation la suspension de la mise en œuvre de la convention si les circonstances l'exigent, en particulier:
- a) lorsqu'une décision de l'Union pertinente révélant une violation des droits de l'homme a été adoptée<sup>3</sup>;
  - b) dans les cas tels que des crises impliquant une modification de la politique de l'UE.
- 12.8 Dans les situations visées au point 12.7, à la suite d'une notification écrite du pouvoir adjudicateur, et à la suite de consultations, les parties reprennent la mise en œuvre de la convention une fois que les conditions le permettent. Au cours de la période de suspension, l'organisation a droit au remboursement des coûts minimaux, y compris les nouvelles obligations juridiques, nécessaires à une possible reprise de la mise en œuvre de la convention. Les parties s'accordent sur ces coûts, y compris le remboursement des engagements juridiques contractés pour la mise en œuvre de la convention avant que la notification de la suspension n'ait été reçue, que l'organisation ne peut raisonnablement

<sup>3</sup> Par exemple, i) une décision en vertu de l'article 215 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne et de l'article 96 de l'accord de partenariat ACP-CE signé à Cotonou le 23 juin 2000, tel que révisé le 25 juin 2005 et le 23 juin 2010; ou ii) une décision de la Commission européenne suspendant la coopération par mesure de précaution.

suspendre, modifier ou résilier pour des motifs d'ordre juridique. Cette disposition est sans préjudice de toute modification de la convention qui pourrait être nécessaire pour adapter l'action aux nouvelles conditions de mise en œuvre, y compris, si possible, la prorogation de la période de mise en œuvre et, pour les conventions de délégation, du délai pour la passation des contrats, ou à la résiliation de la convention conformément à l'article 13.3.

### **Suspension de l'action par l'organisation, force majeure**

- 12.9 L'organisation peut décider de suspendre la mise en œuvre de tout ou partie de l'action si des circonstances exceptionnelles ou imprévues indépendantes de la volonté de l'organisation rendent une telle mise en œuvre impossible ou extrêmement difficile, notamment dans des cas de force majeure. L'organisation en informe sans délai le pouvoir adjudicateur et fournit toutes les précisions nécessaires, indiquant notamment les mesures prises pour réduire au minimum tout préjudice éventuel ainsi que les effets de la suspension et la date de reprise de la mise en œuvre prévisibles.
- 12.10 Aucune des parties ne sera tenue pour responsable d'une violation de ses obligations en vertu de la convention si elle est dans l'incapacité de les remplir en raison d'un cas de force majeure ou de circonstances exceptionnelles tels que visés à l'article 12.9, pour autant qu'elle prenne toutes les mesures possibles pour réduire au minimum le préjudice éventuel.
- 12.11 Les parties réduisent au minimum la durée de la suspension et l'organisation reprend la mise en œuvre de la convention dès que les conditions le permettent, en concertation avec le pouvoir adjudicateur. Au cours de la période de suspension, l'organisation a droit au remboursement des coûts minimaux, y compris les nouvelles obligations juridiques, nécessaires à une possible reprise de la mise en œuvre de l'action. Les parties s'accordent sur ces coûts, y compris le remboursement des engagements juridiques contractés pour la mise en œuvre de l'action avant que la notification de la suspension n'ait été reçue par le pouvoir adjudicateur et que l'organisation ne peut raisonnablement suspendre, modifier ou résilier pour des motifs d'ordre juridique. La période de mise en œuvre est automatiquement prorogée d'une durée équivalente à celle de la suspension. En cas de suspension pour force majeure ou si l'action est une action multi-donateurs, la date limite de passation des marchés au titre de conventions de délégation est automatiquement prorogée d'une durée équivalente à la période de suspension.
- 12.12 Le paragraphe précédent est sans préjudice de toute modification de la convention qui pourrait être nécessaire pour adapter l'action aux nouvelles conditions de mise en œuvre ou à la résiliation de la convention conformément à l'article 13.3.

### **Article 13: résiliation et date de fin de la convention**

- 13.1 Sans préjudice de toute autre disposition des présentes conditions générales ou des pénalités prévues par le règlement financier de l'UE, le cas échéant, et dans le respect du principe de proportionnalité, le pouvoir adjudicateur peut résilier la convention si l'organisation ou les sous-délégataires:
- a) n'exécutent pas l'une des obligations substantielles qui leur incombent en vertu des dispositions de la convention;
  - b) se sont rendus coupables de fausses déclarations ou ont fourni des déclarations incomplètes afin d'obtenir la contribution de l'Union ou ont fourni des rapports qui ne reflètent pas la situation réelle en vue d'obtenir ou de conserver la contribution de l'Union européenne sans motif;
  - c) sont en situation de faillite ou font l'objet d'une procédure de liquidation ou de toute autre procédure de même nature;
  - d) ont commis, en matière professionnelle, une faute grave constatée par tout moyen justifié;
  - e) se sont rendus coupables de fraude, de corruption ou de toute autre activité illégale portant atteinte aux intérêts financiers de l'Union sur la base de preuves en la possession du pouvoir adjudicateur;
  - f) ne respectent pas les obligations de rapport mentionnées à l'article 3.16;
  - g) ont commis l'une des défaillances décrites à l'article 12.3 sur la base de preuves en la possession du pouvoir adjudicateur.
- 13.2 Avant de résilier la convention conformément à l'article 13.1, le pouvoir adjudicateur notifie formellement à l'organisation son intention en ce sens, invitant l'organisation à présenter ses observations (y compris des propositions de mesures correctives) dans un délai de 30 jours à compter de la réception de la notification. Si l'organisation ne soumet pas ses observations, ou si, après avoir examiné les observations présentées par l'organisation, le pouvoir adjudicateur décide de poursuivre la résiliation, le pouvoir adjudicateur peut résilier la convention, moyennant un préavis de sept jours. Au

cours de cette période, l'organisation peut en référer au directeur responsable de la Commission européenne, auquel cas la résiliation prend effet si et lorsqu'elle est confirmée par le directeur. Dans cette éventualité, le pouvoir adjudicateur peut exiger le remboursement intégral de tout montant versé en surplus par rapport au montant final déterminé conformément à l'article 20 ou à l'article 27, après avoir mis l'organisation en mesure de présenter ses observations. Aucune partie ne peut exiger d'indemnisation par l'autre partie du fait de la résiliation de la présente convention.

- 13.3 Si, à un moment quelconque, l'une des parties estime que l'objet de la convention ne peut plus être réalisé de manière efficace ou appropriée, elle consulte l'autre partie. À défaut d'accord sur une solution, chaque partie peut résilier la convention moyennant un préavis écrit de 60 jours. Dans ce cas, le montant final englobe:

- i) le paiement uniquement pour la partie de l'action menée jusqu'à la date de résiliation;
- ii) dans les situations visées aux articles 12.7, 12.9 et 30.4, les dépenses résiduelles inévitables engagées pendant le préavis; et
- iii) dans les situations décrites aux articles 12.7 et 12.9, le remboursement des engagements juridiques contractés, en vertu de la convention de délégation, pour la mise en œuvre de l'action avant que le préavis écrit de la résiliation n'ait été reçu par l'autre partie, et auxquels l'organisation ne peut raisonnablement mettre un terme pour des motifs juridiques.

Le pouvoir adjudicateur récupère le solde conformément à l'article 15.

- 13.4 En cas de résiliation, un rapport final et une demande de paiement du solde doivent être présentés conformément aux articles 3.7, 3.8 et 19 ou 26. Le pouvoir adjudicateur ne rembourse ni ne prend à sa charge tous coûts ou dépenses qui ne sont pas inclus ou justifiés dans un rapport qu'il a approuvé.

#### **Date de fin**

- 13.5 La convention prend fin à la «date de fin», c'est-à-dire au moment du versement du solde par le pouvoir adjudicateur conformément à l'article 19 ou 26, ou au moment où l'organisation rembourse les montants qui lui auraient été versés en surplus par rapport au montant final dû, conformément à l'article 20 ou 27. Lorsque l'une ou l'autre des parties invoque la procédure de règlement des différends prévue à l'article 14, la «date de fin» est reportée jusqu'à l'achèvement de cette procédure.

#### **Article 14: droit applicable et règlement des différends**

- 14.1 Les parties s'efforcent de régler à l'amiable tout différend et toute plainte relatifs à l'interprétation, à l'application ou à l'exécution de la convention, y compris en ce qui concerne l'existence, la validité ou la résiliation de celle-ci.
- 14.2 Lorsque l'organisation n'est pas une organisation internationale et que la Commission européenne est le pouvoir adjudicateur, la présente convention est régie par le droit de l'UE, complété, si nécessaire, par les dispositions pertinentes du droit belge. Dans le cadre d'une convention de délégation, en cas d'échec du règlement à l'amiable et sauf disposition contraire convenue par les parties, toute partie peut saisir le Tribunal de l'Union européenne et, en cas de pourvoi, la Cour de justice de l'Union européenne. Dans le cadre d'une convention de subvention EP et sauf convention contraire entre les parties, toute partie peut saisir les tribunaux de Bruxelles en l'absence d'arrangement à l'amiable.
- 14.3 Lorsque l'organisation n'est pas une organisation internationale et que la Commission européenne n'est pas le pouvoir adjudicateur, la convention est régie par le droit de l'État du pouvoir adjudicateur et les juridictions du pays du pouvoir adjudicateur disposent d'une compétence exclusive, sauf disposition contraire convenue par les parties. Le différend peut, d'un commun accord entre les parties, être soumis à la conciliation de la Commission européenne. Si aucun règlement n'intervient dans un délai de 120 jours après le lancement de la procédure de conciliation, chaque partie peut notifier à l'autre qu'elle considère que la procédure a échoué et renvoyer l'affaire devant les juridictions du pays du pouvoir adjudicateur.
- 14.4 Lorsque l'organisation est une organisation internationale:
- a) aucune disposition de la convention n'est interprétée comme une renonciation aux privilèges ou immunités dont jouit l'une ou l'autre des parties à cette convention, en vertu de ses statuts, des accords sur les privilèges et immunités ou du droit international;
  - b) en cas d'échec du règlement à l'amiable conformément au point 14.1 ci-dessus, tout différend, toute controverse ou toute plainte découlant de l'interprétation, de l'application ou de l'exécution de la présente convention ou s'y rapportant, y compris en ce qui concerne son existence, sa validité ou sa résiliation, se règle par un arbitrage définitif et contraignant conformément au règlement facultatif

d'arbitrage de la Cour permanente d'arbitrage pour les organisations internationales et les États qui est en vigueur à la date de la signature de la présente convention. L'autorité de nomination est le secrétaire général de la Cour permanente d'arbitrage. La décision de l'arbitre a force contraignante pour l'ensemble des parties et n'est pas susceptible d'appel.

## **Article 15: recouvrement**

- 15.1 Lorsqu'un montant doit être récupéré en vertu des dispositions de la convention, l'organisation rembourse le montant dû au pouvoir adjudicateur.
- 15.2 Préalablement au recouvrement, le pouvoir adjudicateur notifie formellement à l'organisation son intention de recouvrer tout montant indûment versé, en précisant le montant et les motifs de la récupération et en invitant l'organisation à formuler toute observation dans un délai de 30 jours à compter de la réception de la notification. Si, après avoir examiné les observations présentées par l'organisation ou si l'organisation ne soumet pas d'observations, le pouvoir adjudicateur décide de poursuivre la procédure de recouvrement, elle peut confirmer ladite procédure par notification formelle à l'organisation. En cas de désaccord entre l'organisation et le pouvoir adjudicateur sur le montant à rembourser, l'organisation peut en référer au directeur responsable de la Commission européenne dans un délai de 30 jours. Une fois la date limite passée ou la décision du directeur rendue, le cas échéant, le pouvoir adjudicateur peut émettre une note de débit précisant les modalités et le délai de paiement.
- 15.3 Si l'organisation n'effectue pas le paiement à l'échéance indiquée sur la note de débit, le pouvoir adjudicateur recouvre le montant dû:
- a) en le compensant par un montant dû par l'Union européenne à l'organisation;
  - b) en étant en justice conformément à l'article 14;
  - c) dans des circonstances exceptionnelles, motivées par la nécessité de préserver les intérêts financiers de l'Union européenne, le pouvoir adjudicateur peut, après avoir motivé les raisons pour lesquelles il estimait que le montant dû serait perdu, récupérer le montant dû en effectuant une compensation avant la date limite indiquée dans la note de débit et sans le consentement préalable de l'organisation.
- 15.4 Si l'organisation n'effectue pas le remboursement à la date convenue, le montant dû est majoré des intérêts de retard calculés au taux indiqué à l'article 19.5, point a). Les intérêts sont payables pour la période allant du jour suivant l'expiration du délai de paiement jusqu'à et y compris le jour où le pouvoir adjudicateur reçoit effectivement le paiement intégral du montant en suspens. Tout paiement partiel est imputé d'abord sur les intérêts de retard.
- 15.5 Les frais bancaires occasionnés par le remboursement des sommes dues au pouvoir adjudicateur sont à la charge exclusive de l'organisation.
- 15.6 Lorsque la Commission européenne n'est pas le pouvoir adjudicateur, elle peut, si nécessaire, procéder elle-même au recouvrement.
- 15.7 Lorsque le pouvoir adjudicateur est la Commission européenne, elle peut renoncer au recouvrement conformément au principe de bonne gestion financière et de proportionnalité ou elle annule le montant en cas d'erreur.

## **Article 16: comptes et archivage**

### **Comptabilité**

- 16.1 L'organisation tient des relevés et des comptes précis et systématiques relatifs à la mise en œuvre de l'action. Les réglementations et règles comptables de l'organisation sont applicables, pour autant qu'elles soient conformes aux normes internationalement reconnues. Les opérations et états financiers sont soumis aux procédures de vérification internes et externes prévues par les réglementations et règles de l'organisation.
- 16.2 Dans le cadre d'une convention de délégation, si des intérêts générés par le préfinancement sont dus, les méthodes comptables de l'organisation doivent permettre de distinguer les versements de fonds de l'UE des intérêts ou autres bénéfices découlant de ces fonds.

### **Archivage**

- 16.3 Pendant une période de cinq ans à compter de la date de fin fixée à l'article 13.5, ou jusqu'à la date du délai de prescription de toute plainte en vertu de la législation applicable régissant la convention et tous marchés publics ou subventions signés au titre de celle-ci si leur durée est plus longue, l'organisation conserve et met à disposition, conformément à l'article 17, toutes les informations financières pertinentes sous leur forme originale (sous format électronique, le cas échéant<sup>4</sup>) ou, dans des circonstances exceptionnelles et dûment justifiées, des copies certifiées conformes des documents originaux ayant trait à la convention et à tout marché public, convention de subvention et aide financière à des tiers conclus en vertu de la présente convention.

## **Article 17: accès et contrôles financiers**

- 17.1 L'organisation autorise la Commission européenne et la Cour des comptes européenne, ou tout autre représentant habilité, à contrôler sur pièce et sur place l'utilisation de la contribution de l'Union européenne (y compris les procédures d'attribution de marchés publics et d'octroi de subventions) sur la base de justificatifs comptables et de tout autre document relatif au financement de l'action.
- 17.2 L'Organisation convient que l'OLAF peut procéder à des enquêtes, y compris des contrôles sur place, en conformité avec les dispositions prévues par le droit de l'Union pour la protection des intérêts financiers de l'UE contre la fraude, la corruption et toute autre activité illégale et, le cas échéant, avec des accords de coopération administrative conclus entre l'OLAF et les organismes antifraude de l'organisation.
- 17.3 À cette fin, l'organisation s'engage à fournir aux fonctionnaires de la Commission européenne, de l'OLAF et de la Cour des comptes européenne et à leurs agents habilités, sur demande, des informations et l'accès à tous les documents et données informatisées concernant la gestion technique et financière des opérations financées dans le cadre de la convention, ainsi qu'à leur accorder l'accès aux sites et locaux dans lesquels ces opérations sont réalisées. L'organisation prend toutes les mesures nécessaires pour faciliter ces contrôles conformément à ses réglementations et règles. Les documents et données informatisées peuvent comprendre des informations que l'organisation considère comme confidentielles conformément à ses propres réglementations et règles bien établies ou comme étant régies par des conventions de type contractuel. Ces informations, une fois transmises à la Commission européenne, à l'OLAF, à la Cour des comptes européenne, ou à tout autre représentant habilité doivent être traitées conformément aux règles de confidentialité et à la législation de l'UE, ainsi qu'aux dispositions de l'article 6. Les documents doivent être accessibles et classés de manière à permettre des contrôles, l'organisation étant tenue d'informer la Commission, l'OLAF ou la Cour des comptes européenne du lieu précis où ils sont conservés. Le cas échéant, les parties peuvent convenir d'envoyer des copies de ces documents pour examen documentaire.
- 17.4 Dans le cas de la Commission européenne ou de leurs agents habilités, si l'organisation est une organisation internationale, les vérifications portent sur les contrôles sur place et les examens documentaires et suivent toutes dispositions en matière de vérification convenues avec la Commission européenne. Si l'organisation n'est pas une organisation internationale, une enquête ou un audit peut être réalisé.
- 17.5 La Commission européenne informe l'organisation de l'envoi sur place planifié d'agents désignés par la Commission européenne en temps voulu afin que les questions de procédures adéquates puissent être réglées à l'avance.

---

<sup>4</sup> Les documents au format électronique peuvent être acceptés si la documentation a d'abord été reçue ou créée (par exemple un bon de commande ou une confirmation) par l'organisation sous forme électronique; ou l'organisation utilise un système d'archivage électronique qui satisfait à des normes fiables.

## Partie II: dispositions supplémentaires applicables uniquement aux conventions de délégation

### Article 18: dépenses éligibles au titre de conventions de délégation

18.1 Le pouvoir adjudicateur accepte les dépenses qui satisfont à tous les critères suivants:

- a) elles sont nécessaires à la réalisation de l'action, directement imputables à cette dernière et résultent directement de sa mise en œuvre.

À cette fin, elles relèvent de l'une des catégories suivantes, telles que décrites conformément à l'annexe I:

- (i) les coûts de financement par l'organisation sous la forme de:

1. marchés publics à attribuer au bénéfice du pays partenaire ou de la population bénéficiaire de l'action, conformément aux dispositions de l'annexe I, y compris:

- les contrats relatifs aux travaux, équipements (neufs ou d'occasion) et biens, pour autant qu'ils fassent l'objet d'un transfert de propriété à la fin de l'action comme prévu à l'article 9;
- les contrats relatifs à des matériels consommables et des fournitures, pour autant que, en ce qui concerne l'action extérieure de l'Union, la propriété des fournitures principales restantes soit transférée à la fin de l'action, conformément aux dispositions de l'article 9;
- les contrats de services.

Les coûts éligibles de marchés publics peuvent comprendre les droits, impôts et taxes, y compris la TVA, s'ils ne sont pas récupérables par l'organisation, et sauf disposition contraire prévue dans les conditions particulières;

2. les subventions à verser aux bénéficiaires d'une subvention conformément à l'annexe I;

- (ii) dans le cas où l'action comprend d'autres tâches que les tâches d'exécution budgétaire clairement identifiées à l'annexe I, qui sont directement mises en œuvre par l'organisation:

i. les coûts des marchés publics et subventions visés au point i), et requis aux fins de la mise en œuvre de tâches autres que des tâches d'exécution budgétaire;

ii. les coûts du personnel (travaillant dans le cadre d'un contrat de travail ou d'un acte d'engagement équivalent) directement affectés à des tâches autres que des tâches d'exécution budgétaire, comme indiqué dans l'annexe I. Ils doivent correspondre aux salaires bruts, y compris cotisations sociales et autres coûts entrant dans la rémunération, pour autant qu'ils soient conformes aux pratiques de rémunération habituelles de l'organisation, et à l'exclusion de tout autre coût, tels les coûts indirects, provisions ou réserves et primes; les coûts des personnes physiques détachées par un tiers auprès de l'organisation contre rémunération ou travaillant avec l'organisation dans le cadre d'un contrat autre qu'un contrat de travail peuvent être assimilés à de tels coûts de personnel, pour autant que les conditions suivantes soient remplies:

1. la personne physique travaille sous les instructions de l'organisation et, sauf accord contraire avec l'organisation, dans les locaux de l'organisation;
2. le résultat des travaux appartient à l'organisation; et
3. les coûts ne sont pas sensiblement différents des coûts du personnel qui effectue des tâches similaires au titre d'un contrat de travail avec l'organisation;

l'organisation conserve des éléments de preuve du temps consacré par le personnel aux tâches autres que les tâches d'exécution budgétaire, que ce soit au moyen d'un système d'enregistrement du temps, d'une méthode fiable de répartition ou d'un contrat de travail stipulant l'affectation précise à ces autres tâches;

iii. les frais de voyage et de séjour du personnel et d'autres personnes directement affectés à des tâches autres que les tâches d'exécution budgétaire, telles que définies à l'annexe I, pour autant qu'ils correspondent aux pratiques habituelles de l'organisation en matière de déplacements;

- b) ils sont effectivement supportés par l'organisation, c'est-à-dire qu'ils représentent des dépenses réelles véritablement et effectivement supportées par l'organisation. Les montants qui doivent être recouverts par l'organisation, conformément à l'article 2.8 ne doivent pas être considérés comme des dépenses effectivement encourues;

- c) cette façon de procéder est raisonnable, justifiée et conforme au principe de bonne gestion financière conformément aux règles et procédures de l'organisation;

- d) ils sont exposés durant la période de mise en œuvre:



- i) les subventions aux bénéficiaires d'une subvention sont éligibles si les activités soutenues par les subventions sont mises en œuvre au cours de la période de mise en œuvre;
- ii) les coûts de services, de travaux et de fournitures sont éligibles si les services, travaux et fournitures sont livrés au cours de la période de mise en œuvre;
- e) ils sont identifiables et vérifiables en application de l'article 16. Plus particulièrement, ils sont:
  - i) enregistrés dans la comptabilité de l'organisation et déterminés conformément aux pratiques comptables habituelles de l'organisation;
  - ii) étayés par des justificatifs probants (documents originaux, éventuellement au format électronique);
- f) ils sont repris dans l'une des catégories de coûts dans le budget prévisionnel figurant à l'annexe III, une distinction étant établie entre les coûts estimés des tâches d'exécution budgétaire et les coûts estimés d'autres tâches, le cas échéant;
- g) ils satisfont aux dispositions de la législation fiscale et sociale applicables en tenant compte des privilèges et immunités de l'organisation concernée.

18.2 L'organisation peut déclarer ses coûts du personnel éligibles visés à l'article 18, paragraphe 1, point a), ii) ii), en tant que coûts réels ou sur la base de coûts unitaires (taux horaire ou journalier ou semi-journalier), déterminés par l'organisation conformément à ses pratiques habituelles de comptabilisation des coûts, si les conditions suivantes sont remplies:

- a) les pratiques de comptabilisation des coûts en vigueur sont appliquées de manière cohérente, sur la base de critères objectifs et indépendamment de la source de financement;
- b) le coût unitaire est calculé en utilisant les coûts de personnel réels tels qu'ils sont définis à l'article 18, paragraphe 1, point a), i) ii), tels qu'enregistrés dans les comptes de l'organisation, en excluant tous les coûts inéligibles, tels que les provisions ou réserves, ou les coûts inclus dans d'autres catégories de coûts, tels que les coûts indirects. Les coûts de personnel réels peuvent être ajustés par l'organisation sur la base d'éléments prévus au budget ou estimés. Ces éléments doivent être pertinents pour le calcul des coûts de personnel, raisonnables et correspondre à des informations objectives et vérifiables; et
- c) le coût unitaire (taux horaire, journalier ou semi-journalier) est calculé à l'aide du nombre d'unités productives annuelles (respectivement heures, jours ou demi-jours productifs).

Pour le nombre d'unités productives annuelles, l'organisation peut choisir l'une des formules suivantes:

- (i) 1 720 heures ou 215 jours ou 430 demi-journées pour les personnes travaillant à temps plein (ou le prorata correspondant pour les personnes qui ne travaillent pas à temps plein);
- (ii) le nombre total d'heures, de jours ou de demi-journées de travail de la personne au cours de l'année pour l'organisation, défini comme le nombre annuel d'heures ou de jours ou de demi-journées ouvrables de la personne (conformément au contrat de travail, à la convention de travail applicable ou au droit national), plus les heures supplémentaires effectuées, moins les absences (telles que congé de maladie et congé spécial);
- (iii) le nombre standard annuel d'heures ou de jours ou de demi-journées généralement appliqué par l'organisation pour son personnel conformément à ses pratiques habituelles de comptabilisation des coûts. Ce nombre doit être au moins équivalent à 90 % des heures ou des jours ou des demi-jours ouvrables annuels standard.  
Aux fins des points ii) et iii), le nombre annuel d'heures ou de jours ou de demi-journées ouvrables correspond à la période au cours de laquelle le personnel doit travailler, être à la disposition de l'organisation et exécuter les tâches qui lui incombent en vertu du contrat de travail, de la convention collective applicable ou de la législation nationale en matière de temps de travail;
- d) le nombre d'unités réelles (heures ou jours ou demi-jours) déclaré par l'organisation est nécessaire à la mise en œuvre de l'action et est identifiable et vérifiable.

18.3. L'organisation doit conserver des registres adéquats et des pièces justificatives attestant que les pratiques de comptabilisation des coûts suivies remplissent les conditions fixées à l'article 18.2.

Lorsque la Commission approuve les pratiques de comptabilisation des coûts de l'organisation, les coûts de personnel déclarés par l'organisation en application de ces pratiques ne sont pas vérifiés ou contestés a posteriori, pour autant que les pratiques effectivement utilisées respectent celles approuvées par la

### **Rémunération au titre de conventions de délégation**

- 18.4 La rémunération de l'organisation et des sous-délégataires par le pouvoir adjudicateur pour la mise en œuvre de l'action correspond au pourcentage du montant final des dépenses approuvées de l'action à rembourser par le pouvoir adjudicateur, tel qu'indiqué à l'article 3.2 des conditions particulières. La rémunération n'excède pas 7 % du montant final des dépenses approuvées de l'action à rembourser par le pouvoir adjudicateur.
- 18.5 Sous réserve de ce qui précède, pour des actions comparables et des actions multi-donateurs, le montant demandé comme rémunération ne peut être supérieur, en pourcentage, à celui d'autres contributions comparables.
- 18.6 Les conditions définies à l'article 18.1 ne s'appliquent pas à la rémunération de l'organisation ou des sous-délégataires. La rémunération ne doit pas être justifiée par des documents comptables.

### **Dépenses inéligibles**

- 18.7 Les dépenses suivantes sont inéligibles, en plus de toute autre dépense ne satisfaisant pas aux conditions fixées au point 18.1:
- a) la rémunération du capital;
  - b) les dettes et les charges de la dette;
  - c) les provisions pour pertes, dettes ou dettes futures éventuelles;
  - d) les frais bancaires pour les virements provenant du pouvoir adjudicateur;
  - e) la taxe sur la valeur ajoutée déductible;
  - f) les coûts d'acquisition de terrains ou d'immeubles, sauf dans des cas justifiés et nécessaires à la mise en œuvre de l'action et conformément aux conditions précisées dans les conditions particulières; pour les actions extérieures de l'UE, la propriété est transférée conformément à l'article 9, au plus tard à la fin de l'action;
  - g) les coûts occasionnés pendant la suspension de la mise en œuvre de la convention, hormis les coûts minimums convenus conformément aux articles 12.8 et 12.11;
  - h) les contributions en nature. Les coûts de personnel affectés à l'action et réellement supportés par l'organisation ne constituent pas une contribution en nature et peuvent être déclarés en tant que dépenses éligibles s'ils remplissent les conditions définies à l'article 18.1;
  - i) tout coût exposé par l'organisation pour la gestion des fonds de l'UE en sus du pourcentage de la rémunération convenue à l'article 3.2 des conditions particulières.

### **Article 19: paiements**

- 19.1 Les modalités de paiement sont les suivantes:
- a) le pouvoir adjudicateur fournit une première tranche de préfinancement telle qu'indiquée à l'article 4 des conditions particulières dans un délai de 30 jours à compter de la réception de la présente convention signée par les deux parties;
  - b) pour chaque tranche de préfinancement suivante, l'organisation remet une demande de paiement et un rapport intermédiaire conformément à l'article 4 des conditions particulières, hors imprévus non autorisés, à condition qu'au moins 70 % de la tranche immédiatement précédente (et 100 % des tranches antérieures, le cas échéant) aient fait l'objet d'un engagement juridique entre l'organisation ou les sous-délégataires et un tiers, comme l'atteste le rapport concerné;
  - c) conformément aux délais fixés à l'article 3.8, l'organisation soumet une demande de paiement du solde, accompagnée du rapport final. Le montant du solde est déterminé après l'approbation de la demande de paiement du solde et du rapport final;
  - d) le pouvoir adjudicateur acquitte les autres tranches de préfinancement et le solde dans les 90 jours à compter de la réception d'une demande de paiement accompagnée d'un rapport intermédiaire ou d'un rapport final, à moins que le paiement ou le délai de paiement n'ait été suspendu conformément aux articles 12.1 à 12.5.
- 19.2 Les demandes de paiement sont accompagnées des rapports descriptifs et financiers présentés conformément à l'article 3. Les demandes de paiement du préfinancement doivent être libellées en euros. Sauf disposition contraire dans les conditions particulières, la demande de paiement du solde est libellée dans la monnaie de comptabilité de l'organisation pour l'action. À l'exception de la première

tranche de préfinancement, les paiements sont effectués après approbation de la demande de paiement accompagnée d'un rapport intermédiaire ou final. Le montant final est établi conformément à l'article 20. Si le solde est négatif, le paiement du solde prend la forme d'un recouvrement.

- 19.3 L'approbation des demandes de paiement et des rapports qui les accompagnent n'implique pas la reconnaissance de la régularité ou de l'authenticité, de l'exhaustivité et de l'exactitude des déclarations et des informations qu'ils contiennent.
- 19.4 Le pouvoir adjudicateur effectue les paiements en euros sur le compte bancaire mentionné dans la fiche d'identification financière à l'annexe IV.

Si la demande de paiement du solde n'est pas libellée en euros, le pouvoir adjudicateur convertit en euros le montant du solde indiqué au taux du jour publié au *Journal officiel de l'Union européenne*, applicable le jour où l'ordre de paiement ou, si le solde est négatif (excédent des montants déjà payés par rapport à la contribution finale de l'UE), l'ordre de recouvrement, est délivré par le pouvoir adjudicateur. Si aucun cours journalier de l'euro n'est publié au *Journal officiel de l'Union européenne* pour la devise ou la monnaie concernée, le taux comptable mensuel ou journalier fixé par le pouvoir adjudicateur et publié sur son site internet doit être utilisé.

### Intérêts de retard

- 19.5 En cas de retard de paiement des montants mentionnés à l'article 4 des conditions particulières, les conditions suivantes s'appliquent:
- a) à l'expiration des délais de paiement visés à l'article 19.1, si l'organisation n'est pas un État membre de l'Union européenne, elle reçoit les intérêts de retard sur la base du taux appliqué par la Banque centrale européenne à ses principales opérations de refinancement en euros (taux de référence), majoré de trois points et demi de pourcentage. Le taux de référence est le taux en vigueur le premier jour du mois au cours duquel le délai de paiement expire, tel que publié au *Journal officiel de l'Union européenne*, série C;
  - b) la suspension du délai de paiement ou des paiements par le pouvoir adjudicateur en vertu de l'article 12 n'est pas considérée comme un retard de paiement;
  - c) les intérêts de retard portent sur la période comprise entre le jour qui suit la date d'exigibilité du paiement et la date du paiement effectif (incluse), telle qu'établie à l'article 19.1. Tout paiement partiel est imputé d'abord sur les intérêts de retard;
  - d) par dérogation au point c), lorsque les intérêts calculés conformément à cette disposition sont inférieurs ou égaux à 200 EUR, le pouvoir adjudicateur les verse à l'organisation uniquement sur demande de cette dernière formulée dans les deux mois à compter de la réception du paiement en retard;
  - e) par dérogation au point c), lorsque le pouvoir adjudicateur n'est pas la Commission européenne, et que la Commission n'effectue pas les paiements, l'organisation a droit à des intérêts de retard si elle en fait la demande dans les deux mois qui suivent la réception du paiement tardif;
  - f) l'intérêt n'est pas considéré comme un revenu pour la détermination du montant final de la contribution de l'Union européenne au sens de l'article 20.

### Article 20: montant final de la contribution de l'UE

- 20.1 Le pouvoir adjudicateur fixe le montant final de la contribution de l'Union européenne au moment de l'approbation du rapport final de l'organisation. Le pouvoir adjudicateur détermine ensuite le solde:
- a) à verser à l'organisation conformément à l'article 19, lorsque le montant final de la contribution de l'UE est plus élevé que le total des montants déjà versés à l'organisation; soit
  - ) à recouvrer auprès de l'organisation conformément à l'article 15, lorsque le montant final de la contribution de l'UE est inférieur au total des montants déjà versés à l'organisation;
- 20.2 Le montant final est inférieur aux deux montants suivants:
- a) la somme des dépenses éligibles approuvées par le pouvoir adjudicateur et de la rémunération, après toute réduction conformément à l'article 20.3;
  - b) la contribution maximale de l'Union européenne visée à l'article 3.2 des conditions particulières.
- 20.3 Lorsque l'action n'est pas mise en œuvre, n'est pas mise en œuvre conformément à la convention, est mise en œuvre de manière partielle ou tardive, ou lorsque l'organisation a enfreint, sur le fond, une obligation qui lui incombe en vertu de la convention, par exemple l'obligation en matière d'accès visée à l'article 17, le pouvoir adjudicateur peut, après avoir permis à l'organisation de présenter ses

observations, réduire la contribution de l'Union européenne au prorata de la gravité des situations susmentionnées. En cas de désaccord entre l'organisation et le pouvoir adjudicateur sur la réduction, l'organisation peut en référer au directeur responsable de la Commission européenne.

## **Article 21: subdélégation (uniquement applicable aux actions extérieures de l'UE)**

- 21.1 L'organisation peut déléguer des activités à un ou plusieurs sous-délégataires, tel que décrit à l'annexe I. Lorsque les sous-délégataires ne sont pas mentionnés à l'article 1.7 des conditions particulières, l'organisation demande l'approbation écrite préalable du pouvoir adjudicateur une fois qu'ils ont été identifiés.
- 21.2 Le sous-délégataire ne peut sous-déléguer les activités qui lui ont été confiées par l'organisation. Les coûts supportés par les sous-délégataires sont éligibles aux mêmes conditions que celles de l'organisation.
- 21.3 Des activités ne peuvent être sous-déleguées que lorsque les conditions suivantes sont remplies:
- a) le sous-délégataire est un pays tiers ou l'organisme qu'il a désigné, une organisation internationale ou l'une de ses agences, un organisme de droit public ou un organisme régi par le droit privé ayant une mission de service public pour autant qu'il présente, de l'avis de l'organisation, des garanties financières adéquates. Dans le cas d'organismes d'États membres de l'Union européenne et d'organisations internationales, la sous-délégation est également possible à des organisations sans but lucratif dotées, de l'avis de l'organisation, des capacités opérationnelles et financières appropriées;
  - b) le sous-délégataire a fait l'objet d'une évaluation ex ante positive par la Commission européenne autorisant la gestion indirecte, ou par l'organisation, qui a effectué une évaluation des piliers équivalente à celle réalisée sur elle, conformément à ses réglementations et règles. En cas d'approbation dans l'évaluation des piliers réalisée sur l'organisation, celle-ci peut sous-déléguer l'application de règles, d'approbations ex ante, de contrôles ex post ou d'une combinaison de mesures correctives concernant le sous-délégataire, qui fournissent des garanties équivalentes à celles appliquées par l'organisation;
  - c) l'organisation veille à ce que les contrôles ex post nécessaires soient en place afin de garantir la bonne gestion financière de la contribution de l'Union;
  - d) l'organisation confie au sous-délégataire une partie de l'action décrite à l'annexe I, pour autant que cette partie comprenne des tâches d'exécution budgétaire.
- 21.4 L'organisation s'engage à veiller à ce que les sous-délégataires exercent les activités qui leur sont confiées aux fins de la mise en œuvre de l'action et que les dispositions prévues aux articles et points: 2.2, 2.3, 2.6 à 2.8-Obligations générales, 4-Responsabilité, 5-Conflic d'intérêts, 6-Confidentialité, 7-Protection des données, 8-Communication et visibilité, 9-Propriété, droit d'utilisation et transfert des résultats et des équipements, 10-Évaluation et suivi de l'action, 16-Comptes et archivage, 17-Accès et contrôles financiers, 22-Publications ex post des contractants et des bénéficiaires d'une subvention, et 23-Passation de marchés et base de données centrale sur les exclusions, s'appliquent mutatis mutandis aux sous-délégataires.
- 21.5 Sauf indication contraire dans les conditions particulières, lorsque l'organisation et un sous-délégataire ont tous deux conclu des accords-cadres avec la Commission européenne, seul l'accord-cadre de l'organisation est applicable aux fins de la présente convention. Sans préjudice de ce qui précède, lorsqu'un sous-délégataire a marqué son accord sur les modalités des vérifications dans le cadre d'un accord-cadre, de telles modalités restent applicables.

## **Article 22: publication ex post d'informations sur les contractants et les bénéficiaires d'une subvention**

- 22.1 L'organisation publie, sur une base annuelle, sur son site internet, les informations suivantes concernant les marchés publics dépassant 15 000 EUR et toutes les subventions financés par l'Union européenne: le titre du marché ou du projet, la nature et la finalité du marché ou du projet, le nom du contractant ou du bénéficiaire d'une subvention et le lieu où ils se trouvent, ainsi que le montant du marché ou du projet. Par «lieu», on entend l'adresse pour les personnes morales et la région au niveau NUTS<sup>5</sup> 2, ou

---

<sup>5</sup> Nomenclature commune des unités territoriales statistiques, disponible à l'adresse: <http://ec.europa.eu/eurostat/ramon>.

équivalent, pour les personnes physiques. Ces informations ne sont pas publiées dans le cas de bourses versées à des personnes physiques ou d'autres aides directes versées à des personnes physiques qui en ont un besoin pressant. Ces informations sont publiées dans le respect des exigences de confidentialité et de sécurité, en particulier de protection des données à caractère personnel.

- 22.2 L'organisation fournit à la Commission européenne l'adresse du site internet sur lequel ces informations sont disponibles et autorise la publication de cette adresse sur le site internet de la Commission.
- 22.3 Lorsque l'action est une action multi-donneurs dans le domaine des actions extérieures de l'UE, la publication des informations sur les contractants et les bénéficiaires d'une subvention se fait dans le respect des règles de l'organisation.

## **Article 23: passation de marchés et base de données centrale sur les exclusions**

### **Passation de marchés**

- 23.1 Les marchés publics et conventions de subvention mettant en œuvre la contribution de l'Union européenne sont signés dans le délai pour la passation des marchés fixé à l'article 2.5 des conditions particulières. Entre la fin du délai pour la passation des marchés et la présentation du rapport final, seuls des marchés faisant suite à la résiliation anticipée d'un marché existant, des avenants aux contrats existants et des marchés concernant des évaluations et des audits finaux peuvent être signés.
- 23.2 Des procédures d'attribution de marchés, tels que mentionnés à l'article 23.1, peuvent avoir été engagées et des marchés peuvent être signés par l'organisation avant le début de la période de mise en œuvre.
- 23.3 Sauf disposition contraire dans les conditions particulières, l'origine des biens et la nationalité des organisations, entreprises et experts sélectionnés pour réaliser les activités de l'action sont déterminées conformément aux règles applicables de l'organisation. Toutefois, et en tout état de cause, les biens, organisations, entreprises et experts éligibles au titre des dispositions réglementaires applicables de l'Union européenne sont éligibles.
- 23.4 L'organisation adopte des mesures raisonnables, conformément à ses propres réglementations et règles, afin de garantir que soient exclus de la participation à une procédure de passation de marchés ou d'attribution de subventions et de l'attribution d'un marché public ou de subventions financés par des fonds de l'Union les candidats ou soumissionnaires potentiels et les demandeurs, si l'organisation apprend que ces personnes:
- a) sont en situation de faillite ou de liquidation, de règlement judiciaire, de concordat préventif ou de cessation d'activité, ou sont dans toute situation analogue résultant d'une procédure de même nature existant dans les législations et réglementations nationales;
  - b) ont fait l'objet, elles-mêmes ou des personnes ayant le pouvoir de représentation, de décision ou de contrôle sur eux, d'une condamnation prononcée par un jugement rendu par une autorité compétente ayant autorité de chose jugée pour tout délit affectant leur moralité professionnelle;
  - c) ont fait l'objet, elles-mêmes ou des personnes ayant le pouvoir de représentation, de décision ou de contrôle sur eux, d'un jugement ayant autorité de chose jugée pour fraude, corruption, participation à une organisation criminelle, blanchiment de capitaux ou toute autre activité illégale, lorsque ladite activité illégale porte atteinte aux intérêts financiers de l'Union;
  - d) se sont rendues coupables de fausses déclarations lors de la fourniture des renseignements exigés pour leur participation à la procédure ou n'ont pas fourni ces renseignements;
  - e) se trouvent en situation de conflit d'intérêts.

### **Base de données centrale sur les exclusions**

- 23.5 Lorsqu'elle constate qu'en rapport avec la mise en œuvre de l'action, un tiers se trouve dans une des situations mentionnées à l'article 23.4, point c), l'organisation en informe la Commission européenne. Cette information est transmise en utilisant le modèle ad hoc<sup>6</sup>, qui est envoyé à la Commission européenne en mentionnant la durée de l'exclusion, le cas échéant, décidée sur la base du jugement faisant l'objet de la notification. Si l'organisation en dispose, une copie du jugement définitif et, s'il y a lieu, des documents nécessaires établissant la personnalité juridique de l'entité concernée est également fournie. La Commission européenne introduit ces informations dans la base de données centrale sur les exclusions. L'organisation informe la Commission européenne lorsqu'elle s'aperçoit que les informations transmises doivent être rectifiées, mises à jour ou supprimées. L'organisation veille à ce que l'entité concernée soit informée de la transmission de ses données à la Commission européenne et

<sup>6</sup> Annexe C8f du manuel DEVCO Companion, publié à l'adresse: <http://ec.europa.eu/europeaid/companion>  
Novembre 2014

de sa possible inclusion dans la base de données centrale sur les exclusions. Ces exigences prennent fin au moment où cesse la période de mise en œuvre.

- 23.6 Sans préjudice du pouvoir de la Commission d'exclure une entité de l'attribution de futurs marchés publics et subventions financés par l'Union européenne, l'organisation peut infliger des sanctions financières aux contractants et bénéficiaires d'une subvention en vertu de ses propres réglementations et règles en veillant, le cas échéant, au respect des droits de la défense du contractant ou du bénéficiaire d'une subvention.
- 23.7 L'organisation peut tenir compte, s'il y a lieu et sous sa propre responsabilité, des informations contenues dans la base de donnée centrale sur les exclusions lors de l'attribution de marchés. L'accès aux informations peut être fourni par le ou les correspondants ou en consultant la Commission européenne comme indiqué à l'article 5.6 des conditions particulières<sup>7</sup> lorsque l'organisation applique les mesures de protection des données adéquates prévues par le règlement (CE) n° 45/2001 du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2000 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel par les institutions et organes communautaires et à la libre circulation de ces données (JO L 8 du 12.1.2001, p. 1).
- 23.8 En cas de non-respect des points 23.1 à 23.4, le pouvoir adjudicateur peut déclarer les coûts y afférents inéligibles à un financement par l'Union européenne.

---

<sup>7</sup> L'organisation est autorisée à accéder directement à la base de données centrale sur les exclusions via un correspondant lorsqu'elle certifie au service concerné du pouvoir adjudicateur qu'elle applique les mesures de protection des données adéquates prévues par le règlement (CE) n° 45/2001 du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2000 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel par les institutions et organes communautaires et à la libre circulation de ces données (JO L 8 du 12.1.2001, p. 1).

## **PARTIE III: dispositions supplémentaires applicables uniquement aux subventions EP**

### **Article 24: entités affiliées**

- 24.1 Si les conditions particulières contiennent une disposition relative aux entités affiliées, quelles qu'elles soient, les coûts exposés par une telle entité sont éligibles aux mêmes conditions que celles applicables à l'organisation, pour autant qu'elles satisfassent aux mêmes conditions visées à l'article 25-Coûts éligibles que celles qui s'appliquent à l'organisation, et que l'organisation veille à ce que le pouvoir adjudicateur et la Commission européenne lorsqu'elle n'est pas le pouvoir adjudicateur, l'OLAF, la Cour des comptes européenne et des représentants habilités puissent exercer leurs droits en vertu de l'article 17 également vis-à-vis de l'entité affiliée.
- 24.2 L'organisation veille à que les articles 2-Obligations générales, 4-Responsabilité, 5-Conflic d'intérêts, 6-Confidentialité, 7-Protection des données, 8-Communication et visibilité, 9-Propriété, droit d'utilisation des résultats et transfert d'équipements, 10-Évaluation et suivi de l'action, 16-Comptes et archivage, 28-Non-profit et 29-Passation de marchés et aide financière aux tiers, s'appliquent également aux entités affiliées.

### **Article 25: coûts directs éligibles au titre des conventions de subvention EP**

- 25.1 Les coûts directs éligibles de l'action sont les coûts qui remplissent l'ensemble des critères suivants:
- a) ils sont nécessaires à la mise en œuvre de l'action, directement imputables à cette dernière et résultent directement de sa mise en œuvre.
  - b) ils relèvent de l'une des catégories suivantes:
    - (i) les coûts du personnel (travaillant dans le cadre d'un contrat de travail ou d'un acte d'engagement équivalent) directement affectés à l'action; ces derniers correspondent aux salaires bruts, y compris cotisations sociales et autres coûts entrant dans la rémunération, pour autant qu'ils soient conformes aux pratiques de rémunération habituelles de l'organisation, et à l'exclusion de tout autre coût, tels les coûts indirects, provisions ou réserves et primes; les coûts des personnes physiques détachées par un tiers auprès de l'organisation contre rémunération ou travaillant avec l'organisation dans le cadre d'un contrat autre qu'un contrat de travail peuvent être assimilés à de tels coûts de personnel, pour autant que les conditions suivantes soient remplies:
      - i. la personne physique travaille sous les instructions de l'organisation et, sauf accord contraire avec l'organisation, dans les locaux de l'organisation;
      - ii. le résultat des travaux appartient à l'organisation; et
      - iii. les coûts ne sont pas sensiblement différents des coûts du personnel qui effectue des tâches similaires au titre d'un contrat de travail avec l'organisation;
    - (ii) les frais de voyage et de séjour du personnel et d'autres personnes directement affectés à l'action, pour autant qu'ils soient conformes aux pratiques habituelles de l'organisation en matière de déplacements;
    - (iii) les coûts d'amortissement, les coûts de location ou de crédit-bail d'équipements (neufs ou d'occasion) et de biens au prorata de la durée de l'action et du taux d'utilisation effective aux fins de l'action, à la condition que lesdits équipements ou biens aient été achetés par l'organisation en application de l'article 29.1 et qu'ils soient mis en non-valeur conformément aux pratiques comptables habituelles de l'organisation;  
pour les actions extérieures de l'Union européenne, la totalité des coûts d'achat d'équipements (neufs ou d'occasion) et de biens peuvent être admis, pour autant qu'ils soient spécifiquement achetés par l'organisation aux fins de l'action, conformément à l'article 29.1 et que la propriété soit transférée à la fin de l'action, conformément aux dispositions de l'article 9;
    - (iv) les coûts de matériels consommables et de fournitures spécifiquement acquis pour les besoins de l'action, pour autant qu'ils soient achetés par l'organisation conformément à l'article 29.1 et, pour les actions extérieures de l'Union européenne, que la propriété des fournitures principales restantes soit transférée à la fin de l'action, conformément aux dispositions de l'article 9;
    - (v) les coûts découlant des marchés de services spécifiquement attribués par l'organisation aux fins de l'action, pour autant qu'ils soient achetés par l'organisation conformément à l'article 29.1;
    - (vi) les coûts des services nécessaires pour répondre à des besoins spécifiques du pouvoir adjudicateur (traduction et reproduction de rapports, évaluation spécifique à l'action et, à titre exceptionnel,

- audits), pour autant que les services correspondants soient achetés par l'organisation, conformément à l'article 29.1;
- (vii) les coûts de l'aide financière aux tiers pour autant que les conditions visées aux articles 29.3, 29.5 et 29.6 soient respectées;
- (viii) les impôts, taxes et droits, y compris la TVA, versée dans le cadre des coûts directs visés ci-dessus, payés et non récupérables par l'organisation, sauf disposition contraire dans les conditions particulières;
- c) ils sont effectivement supportés par l'organisation, c'est-à-dire qu'ils représentent des dépenses réelles véritablement et effectivement supportées par l'organisation. Ils sont raisonnables, justifiés et conformes au principe de bonne gestion financière;
- d) ils sont exposés durant la période de mise en œuvre:
- i) les coûts de l'aide financière aux tiers sont éligibles si les activités bénéficiant d'un soutien sont mises en œuvre au cours de la période de mise en œuvre;
  - ii) les coûts de services, travaux et fournitures sont éligibles si les services, travaux et fournitures sont livrés au cours de la période de mise en œuvre;
- une exception est prévue pour les coûts liés aux rapports finaux, susceptibles d'être exposés après la période de mise en œuvre;
- e) ils sont identifiables et vérifiables en application de l'article 17. Plus particulièrement, ils sont:
- i) enregistrés dans la comptabilité de l'organisation et déterminés conformément aux pratiques comptables habituelles de l'organisation;
  - ii) étayés par des justificatifs (documents originaux, éventuellement au format électronique);
- f) ils sont indiqués dans l'une des catégories de coûts dans le budget prévisionnel figurant à l'annexe III;
- g) ils satisfont aux dispositions de la législation fiscale et sociale applicable en tenant compte des privilèges et immunités de l'organisation.

### **Options simplifiées en matière de coûts**

25.2 Conformément aux dispositions détaillées figurant à l'annexe III, les coûts éligibles peuvent également être constitués de l'une des options de coûts suivantes ou d'une combinaison de ces options: coûts unitaires, montants forfaitaires et financements à taux forfaitaire.

Les méthodes utilisées par l'organisation pour déterminer les coûts unitaires, les montants forfaitaires ou les taux forfaitaires doivent être clairement décrites et établies dans l'annexe III, doivent respecter la règle du non-profit (voir article 28) et éviter le double financement des mêmes coûts. Les informations utilisées peuvent être basées sur la comptabilité des coûts historiques et/ou réels et les données de comptabilité analytique de l'organisation ou sur des informations extérieures, lorsqu'elles sont disponibles et pertinentes.

Les coûts déclarés selon les options simplifiées en matière de coûts doivent répondre aux critères d'éligibilité fixés à l'article 25.1. Ils ne doivent pas être étayés par des pièces comptables ou justificatives, à l'exception de celles nécessaires pour démontrer la réalisation des conditions de remboursement fixées aux annexes I et III. Ces coûts ne peuvent pas inclure des coûts inéligibles tels que visés à l'article 25.7 ou des coûts déjà déclarés sous un autre poste de coûts ou sous une autre ligne budgétaire de la présente convention. Les montants totaux des coûts unitaires, les montants forfaitaires ou les taux forfaitaires fixés à l'annexe III ne peuvent pas être modifiés de manière unilatérale et ne peuvent pas être remis en cause par des contrôles ex post.

Le montant total des financements qui peuvent être attribués sur la base d'options simplifiées en matière de coûts ne peut pas dépasser 60 000 EUR, sauf dispositions contraires prévues dans les conditions particulières.

Si une vérification révèle que les méthodes utilisées par l'organisation pour déterminer les coûts unitaires, les montants forfaitaires ou les taux forfaitaires ne sont pas conformes aux conditions fixées dans la présente convention, et qu'un paiement a donc été indûment effectué, le pouvoir adjudicateur est habilité à procéder à un recouvrement au prorata du montant des coûts unitaires, des montants forfaitaires ou des financements à taux forfaitaire.

25.3 L'organisation peut déclarer ses coûts du personnel éligibles visés à l'article 25.1, point b) i), en tant que coûts réels ou, en plus des options simplifiées en matière de coûts visées à l'article 25.2, sur la base de coûts unitaires (taux horaire ou journalier ou semi-journalier), déterminés par l'organisation



conformément à ses pratiques habituelles de comptabilisation des coûts, si les conditions suivantes sont remplies:

- a) les pratiques de comptabilisation des coûts utilisées sont appliquées de manière cohérente, sur la base de critères objectifs et indépendamment de la source de financement;
- b) le coût unitaire est calculé en utilisant les coûts de personnel réels tels qu'ils sont définis à l'article 25.1, point b) i), tels qu'enregistrés dans les comptes de l'organisation, en excluant tous les coûts inéligibles, tels que les provisions ou réserves, ou les coûts inclus dans d'autres catégories de coûts, tels que les coûts indirects. Les coûts de personnel réels peuvent être ajustés par l'organisation sur la base d'éléments prévus au budget ou estimés. Ces éléments doivent être pertinents pour le calcul des coûts de personnel, raisonnables et correspondre à des informations objectives et vérifiables; et
- c) le coût unitaire (taux horaire, journalier ou semi-journalier) est calculé à l'aide du nombre d'unités productives annuelles (respectivement heures, jours ou demi-jours productifs).  
Pour le nombre d'unités productives annuelles, l'organisation peut choisir l'une des formules suivantes:

- (i) 1 720 heures ou 215 jours ou 430 demi-journées pour les personnes travaillant à temps plein (ou le prorata correspondant pour les personnes qui ne travaillent pas à temps plein);
- (ii) le nombre total d'heures, de jours ou de demi-journées de travail de la personne au cours de l'année pour l'organisation, défini comme le nombre annuel d'heures ou de jours ou de demi-journées ouvrables de la personne (conformément au contrat de travail, à la convention de travail applicable ou au droit national), plus les heures supplémentaires effectuées, moins les absences (telles que congé de maladie et congé spécial);
- (iii) le nombre standard annuel d'heures ou de jours ou de demi-journées généralement appliqué par l'organisation à son personnel conformément à ses pratiques habituelles de comptabilisation des coûts. Ce nombre doit être au moins équivalent à 90 % des heures ou des jours ou des demi-jours ouvrables annuels standard.

Aux fins des points ii) et iii), le nombre annuel d'heures ou de jours ou de demi-journées ouvrables correspond à la période au cours de laquelle le personnel doit travailler, être à la disposition de l'organisation et exécuter les tâches qui lui incombent en vertu du contrat de travail, de la convention collective applicable ou de la législation nationale en matière de temps de travail;

- d) le nombre d'unités réelles (heures ou jours ou demi-jours) déclaré par l'organisation est nécessaire à la mise en œuvre de l'action et est identifiable et vérifiable.

25.4. L'organisation conserve des registres adéquats et des pièces justificatives attestant que les pratiques de comptabilisation des coûts suivies remplissent les conditions fixées à l'article 25.3.

Lorsque la Commission approuve les pratiques de comptabilisation des coûts de l'organisation, les coûts de personnel déclarés par l'organisation en application de ces pratiques ne sont pas vérifiés ou contestés a posteriori, pour autant que les pratiques effectivement utilisées respectent celles approuvées par la Commission et que l'organisation n'ait pas dissimulé d'informations, quelles qu'elles soient, aux fins de leur approbation.

#### **Coûts indirects au titre des conventions de subvention EP**

25.5 Les coûts indirects de l'action sont les coûts éligibles qui ne peuvent pas être identifiés en tant que coûts spécifiques directement liés à la mise en œuvre de l'action et ne peuvent pas lui être imputés directement. Toutefois, ils sont supportés par l'organisation en relation avec les coûts directs éligibles de l'action. Ces coûts ne peuvent pas inclure des coûts inéligibles tels que visés à l'article 25.7 ou des coûts déjà déclarés sous un autre poste de coûts ou sous une autre ligne du budget prévisionnel.

25.6 Les coûts indirects éligibles sont déclarés sur la base du taux forfaitaire prévu à l'article 3.3 des conditions particulières, qui ne doit pas dépasser 7 % du montant total des coûts directs éligibles. Le financement à taux forfaitaire des coûts indirects ne doit pas être justifié par des pièces comptables. Ce montant ne sera pas pris en compte pour le calcul du montant maximal des options simplifiées en matière de coûts.

#### **Coûts inéligibles**

25.7 Les coûts suivants sont non éligibles, en plus de tout autre coût ne satisfaisant pas aux conditions fixées à l'article 25:

- a) la rémunération du capital;
- b) les dettes et les charges de la dette;
- c) les provisions pour pertes, dettes ou dettes futures éventuelles;
- d) les frais bancaires pour les virements provenant du pouvoir adjudicateur;
- e) la taxe sur la valeur ajoutée déductible;
- f) les coûts d'acquisition de terrains ou d'immeubles, sauf dans des cas justifiés et nécessaires à la mise en œuvre de l'action et conformément aux conditions précisées dans les conditions particulières; pour les actions extérieures de l'UE, la propriété est transférée conformément à l'article 9, au plus tard à la fin de l'action;
- g) les coûts occasionnés pendant la suspension de la mise en œuvre de la convention, hormis les coûts minimums convenus conformément aux points 12.8 et 12.11;
- h) les coûts déclarés par l'organisation dans le cadre d'une autre convention financée sur le budget de l'Union européenne (y compris via le Fonds européen de développement);
- i) les contributions en nature. Les coûts de personnel affectés à l'action et réellement supportés par l'organisation ne constituent pas une contribution en nature et peuvent être déclarés en tant que dépenses ou coûts éligibles s'ils remplissent les conditions définies à l'article 25.1;
- j) les crédits à des organismes tiers, sauf spécifié par ailleurs dans les conditions particulières.
- k) les coûts salariaux du personnel des administrations nationales, sauf indication contraire dans les conditions particulières et uniquement dans la mesure où ils correspondent au coût d'activités que l'autorité publique concernée ne réaliserait pas si l'action n'était pas entreprise;
- l) tous coûts indirects en sus du pourcentage fixé à l'article 3.3 des conditions particulières.

## **Article 26: paiements**

26.1 Les modalités de paiement sont les suivantes:

- a) le pouvoir adjudicateur fournit une première tranche de préfinancement telle qu'indiquée à l'article 4.1 des conditions particulières dans un délai de 30 jours à compter de la réception de la présente convention signée par les deux parties;
- b) l'organisation peut soumettre une demande de versement d'une nouvelle tranche de préfinancement pour la période de rapport suivante conformément à l'article 4 des conditions particulières.

Pour les actions extérieures de l'Union européenne, les dispositions complémentaires suivantes sont applicables:

- i) par période de référence, on entend une période de douze mois, sauf disposition contraire prévue dans les conditions particulières. Lorsque la période restant à courir jusqu'à la fin de l'action est égale ou inférieure à dix-huit mois, la période de référence la couvrira entièrement;
  - ii) dans les 60 jours suivant la fin de la période de référence, l'organisation présente un rapport intermédiaire ou, si elle n'est pas en mesure de le faire, en signale les raisons au pouvoir adjudicateur et indique l'état d'avancement de l'action;
  - iii) si, à la fin de la période de référence, la part des dépenses réellement encourues financée par le pouvoir adjudicateur est inférieure à 70 % des versements antérieurs, le nouveau versement de préfinancement est diminué du montant correspondant à la différence entre le seuil de 70 % du versement de préfinancement précédent et la part des dépenses réellement encourues financée par le pouvoir adjudicateur;
  - iv) l'organisation peut présenter une demande de nouveau versement de préfinancement avant la fin de la période de référence, lorsque la part des dépenses réellement encourues financée par le pouvoir adjudicateur est supérieure à 70 % des versements précédents. Dans ce cas, la période de référence suivante recommence à courir à partir de la date d'expiration de la période couverte par cette demande de paiement;
  - v) le montant cumulé des versements de préfinancement ne peut dépasser 95 % du montant mentionné à l'article 3.2 des conditions particulières, hors imprévus non autorisés;
- pour les actions autres que les actions extérieures de l'Union européenne, la disposition supplémentaire suivante s'applique:
- vi) si, à la fin de la période de référence, le rapport financier montre que moins de 70 % du paiement de préfinancement précédent ont servi à couvrir les coûts de l'action, la tranche suivante de préfinancement est diminuée du montant correspondant à la différence entre les 70 % de la tranche de préfinancement versée précédemment et la part effectivement utilisée;
  - c) au terme de la période de mise en œuvre, l'organisation soumet une demande de paiement du solde, accompagnée du rapport final. Le montant du solde est déterminé après l'approbation de la demande de paiement du solde et du rapport final;
  - d) le pouvoir adjudicateur acquitte les autres tranches de préfinancement et le solde dans les 90 jours à compter de la réception d'une demande de paiement accompagnée d'un rapport intermédiaire ou

d'un rapport final, à moins que le paiement ou le délai de paiement n'ait été suspendu conformément aux points 12.1 à 12.5.

- 26.2 Les demandes de paiement sont accompagnées de rapports descriptifs et financiers présentés conformément à l'article 3. Les demandes de paiement du préfinancement doivent être libellées en euros. Sauf disposition contraire dans les conditions particulières, la demande de paiement du solde est libellée dans la monnaie de comptabilité de l'organisation pour l'action. À l'exception de la première tranche de préfinancement, les paiements sont effectués après approbation de la demande de paiement accompagnée d'un rapport intermédiaire ou final. Le montant final est établi conformément à l'article 27. Si le solde est négatif, le paiement du solde prend la forme d'un recouvrement.
- 26.3 L'approbation des demandes de paiement et des rapports qui les accompagnent n'implique pas la reconnaissance de la régularité ou de l'authenticité, de l'exhaustivité et de l'exactitude des déclarations et des informations qu'elles contiennent.
- 26.4 Le pouvoir adjudicateur effectue les paiements en euros sur le compte bancaire mentionné dans la fiche d'identification financière à l'annexe IV.

Si la demande de paiement du solde n'est pas libellée en euros, le pouvoir adjudicateur convertit en euros le montant du solde au taux du jour publié au *Journal officiel de l'Union européenne*, applicable le jour où l'ordre de paiement ou, si le solde est négatif (excédent des montants déjà payés par rapport à la contribution finale de l'UE) l'ordre de recouvrement, est délivré par le pouvoir adjudicateur. Si aucun cours journalier de l'euro n'est publié au *Journal officiel de l'Union européenne* pour la devise ou la monnaie concernée, le taux comptable mensuel ou journalier fixé par le pouvoir adjudicateur et publié sur son site internet doit être utilisé.

### Intérêts de retard

- 26.5 En cas de retard de paiement des montants mentionnés à l'article 4 des conditions particulières, les conditions suivantes s'appliquent:
- a) à l'expiration des délais de paiement visés à l'article 26.1, si l'organisation n'est pas un État membre de l'Union européenne, elle reçoit les intérêts de retard sur la base du taux appliqué par la Banque centrale européenne à ses principales opérations de refinancement en euros (taux de référence), majoré de trois points et demi de pourcentage. Le taux de référence est le taux en vigueur le premier jour du mois au cours duquel le délai de paiement expire, tel que publié au *Journal officiel de l'Union européenne*, série C;
  - b) la suspension du délai de paiement ou des paiements par le pouvoir adjudicateur en vertu de l'article 12 n'est pas considérée comme un retard de paiement;
  - c) les intérêts de retard portent sur la période comprise entre le jour qui suit la date d'exigibilité du paiement et la date du paiement effectif (incluse), telle qu'établie à l'article 26.1. Tout paiement partiel est imputé d'abord sur les intérêts de retard;
  - d) par dérogation au point c), lorsque les intérêts calculés conformément à cette disposition sont inférieurs ou égaux à 200 EUR, le pouvoir adjudicateur les verse à l'organisation uniquement sur demande de cette dernière formulée dans les deux mois à compter de la réception du paiement en retard;
  - e) par dérogation au point c), lorsque le pouvoir adjudicateur n'est pas la Commission européenne, et que la Commission n'effectue pas les paiements, l'organisation a droit à des intérêts de retard si elle en fait la demande dans les deux mois qui suivent la réception du paiement tardif;
  - f) l'intérêt n'est pas considéré comme un revenu pour la détermination du montant final de la contribution de l'Union européenne au sens de l'article 27.

### Article 27: montant final de la contribution de l'UE

- 27.1 Le pouvoir adjudicateur fixe le montant final de la contribution de l'Union européenne au moment de l'approbation du rapport final de l'organisation. Le pouvoir adjudicateur détermine ensuite le solde:
- a) à verser à l'organisation conformément à l'article 26, lorsque le montant final de la contribution de l'UE est plus élevé que le total des montants déjà versés à l'organisation; soit
  - b) à recouvrer auprès de l'organisation conformément à l'article 15, lorsque le montant final de la contribution de l'UE est inférieur au total des montants déjà versés à l'organisation;

- 27.2 Sans préjudice de l'article 28, le montant final est inférieur aux montants suivants:
- a) le montant résultant de l'application du pourcentage fixé à l'article 3.2 des conditions particulières aux coûts éligibles de l'action approuvés par le pouvoir adjudicateur;
  - b) le plafond maximal fixé à l'article 3.2 des conditions particulières, en valeur absolue;
  - c) le montant obtenu après réduction de la contribution de l'UE conformément à l'article 27.3.
- 27.3 Lorsque l'action n'est pas mise en œuvre, n'est pas mise en œuvre conformément à la convention, est mise en œuvre de manière partielle ou tardive, ou lorsque l'organisation a enfreint, sur le fond, une obligation qui lui incombe en vertu de la convention, par exemple l'obligation en matière d'accès visée à l'article 17, le pouvoir adjudicateur peut, après avoir permis à l'organisation de présenter ses observations (y compris une proposition de mesures correctives), réduire la contribution de l'Union européenne au prorata de la gravité des situations susmentionnées. En cas de désaccord entre l'organisation et le pouvoir adjudicateur sur la réduction, l'organisation peut en référer au directeur responsable de la Commission européenne.

## **Article 28: non-profit**

- 28.1 La contribution de l'UE ne peut pas procurer de profit dans le cadre de l'action, sauf spécification contraire à l'article 7 des conditions particulières. Le profit est défini comme un excédent des recettes par rapport aux coûts éligibles approuvés par le pouvoir adjudicateur lors de la présentation de la demande de paiement du solde.
- 28.2 Les recettes à considérer sont les recettes consolidées à la date d'établissement, par l'organisation, de la demande de paiement du solde, qui appartiennent à l'une des deux catégories suivantes:
- a) revenu généré par l'action, sauf spécification contraire dans les conditions particulières;
  - b) contributions financières expressément affectées par les donateurs au financement des mêmes coûts éligibles que ceux financés par la convention et déclarés par l'organisation en tant que coûts réels dans le cadre de la convention. Toutes contributions financières pouvant être utilisées par l'organisation pour couvrir d'autres coûts que les coûts éligibles prévus par la présente convention ou dont la part inutilisée n'est pas due aux donateurs au terme de l'action ne sont pas considérées comme des recettes à prendre en compte pour vérifier si la contribution de l'UE génère un profit dans le cadre de l'action.
- 28.3 Si le montant final de la contribution de l'UE déterminé conformément à la convention devait générer un profit, il sera réduit par le pourcentage du profit correspondant à la contribution finale de l'Union aux coûts éligibles réellement exposés approuvés par le pouvoir adjudicateur.
- 28.4 Les dispositions des points 28.1 à 28.3 ne s'appliquent pas:
- a) aux actions ayant pour objet de renforcer la capacité financière de l'organisation ou d'un cobénéficiaire, si cela est spécifié à l'article 7 des conditions particulières;
  - b) aux actions qui génèrent un revenu permettant d'assurer leur continuité après la fin de la présente convention, si cela est spécifié à l'article 7 des conditions particulières;
  - c) aux contributions de l'UE inférieures à 60 000 EUR.

## **Article 29: passation de marchés et aide financière à des tiers**

### **Contrats d'exécution**

- 29.1 Lorsque la mise en œuvre de l'action nécessite la passation de marchés de biens, de travaux ou de services, l'organisation attribue les marchés publics à l'offre économiquement la plus avantageuse ou, le cas échéant, à l'offre présentant le prix le plus bas. Ce faisant, elle veille à l'absence de conflit d'intérêts. À cette fin, l'organisation peut appliquer ses règles et procédures de passation de marchés si ces règles et procédures ont fait l'objet d'une évaluation positive par la Commission européenne.
- 29.2 Dans le domaine des actions extérieures de l'UE:
- a) Lorsque l'organisation ou un autre donateur cofinance l'action<sup>8</sup>, l'origine des biens et la nationalité des organisations, entreprises et experts sélectionnés pour réaliser les activités de l'action sont

---

<sup>8</sup> L'obligation de cofinancement est réputée remplie si le total des coûts acceptés est supérieur au montant total des coûts éligibles.

déterminées conformément aux règles applicables de l'organisation. Toutefois, et en tout état de cause, les biens, organisations, entreprises et experts éligibles au titre des dispositions réglementaires applicables de l'Union européenne sont éligibles. Des procédures d'attribution de marchés publics peuvent être engagées et des marchés publics peuvent être conclus par l'organisation avant le début de la période de mise en œuvre de l'action.

- b) Le pouvoir adjudicateur peut imposer dans les conditions particulières des règles supplémentaires pour la mise en œuvre des marchés publics dépassant 60 000 EUR si les règles et procédures de passation de marchés de l'organisation n'ont pas fait l'objet d'une évaluation positive par la Commission européenne.
- c) Si l'organisation ne respecte pas les conditions fixées aux points a) et b), le pouvoir adjudicateur peut réduire sa contribution à l'organisation, conformément à l'article 27.3.

### **Aide financière à des tiers**

- 29.3 Afin de soutenir la réalisation des objectifs de l'action, et notamment lorsque la mise en œuvre de l'action requiert d'accorder un soutien financier à des tiers, l'organisation peut, si les conditions particulières le prévoient, apporter cette aide financière. L'organisation doit s'assurer que le pouvoir adjudicateur et la Commission européenne lorsqu'elle n'est pas le pouvoir adjudicateur, l'OLAF, la Cour des comptes européenne et des représentants habilités peuvent exercer leurs droits en vertu de l'article 17 également à l'égard de tiers ayant bénéficié d'une aide financière.
- 29.4 Dans la mesure où cela s'avère pertinent, l'organisation veille à ce que les conditions qui lui sont applicables en vertu des articles 5-Conflit d'intérêts, 8-Communication et visibilité et 16-Comptes et archivage s'appliquent également aux tiers ayant bénéficié d'un soutien financier.
- 29.5 Le montant maximal de l'aide financière est précisé à l'annexe I et limité à 60 000 EUR pour chaque tiers, sauf lorsque l'action a pour objet principal, entre autres, de redistribuer la contribution de l'UE.
- 29.6 La description de l'action à l'annexe I définit également les types d'entités éligibles à une aide financière et comprend une liste fixe reprenant les types d'activités qui peuvent être éligibles à une aide financière. Les critères de sélection des tiers bénéficiant de ce soutien financier, ainsi que les critères permettant d'en déterminer le montant exact, doivent également être spécifiés.
- 29.7 Le pouvoir adjudicateur considère les coûts de l'aide financière comme inéligibles si le soutien financier n'est pas octroyé par l'organisation aux conditions visées aux points 29.3, 29.5 et 29.6. Le pouvoir adjudicateur peut réduire sa contribution à l'organisation si le tiers bénéficiaire de l'aide financière a sérieusement manqué à l'une des obligations visées à l'article 29.4, ou si le tiers bénéficiaire n'a pas utilisé les fonds aux fins prévues dans la convention qu'il a conclue avec l'organisation, le cas échéant.
- 29.8 Dans le domaine des actions extérieures de l'UE, l'organisation transmet, dans son rapport au pouvoir adjudicateur, des informations sur l'attribution et la mise en œuvre de toute aide financière accordée. Le rapport démontre la conformité avec les exigences définies aux points 29.5 et 29.6, 1<sup>re</sup> phrase, et décrit les résultats obtenus.

### **Article 30: conventions multi-bénéficiaires**

- 30.1 Lorsque l'organisation met en œuvre l'action conjointement avec des cobénéficiaires, les présentes conditions générales s'appliquent mutatis mutandis à ces derniers, sous réserve des dispositions du présent article 30.
- 30.2 L'organisation:
  - a) vérifie que l'action est mise en œuvre conformément à la présente convention et assure, dans le cadre de la mise en œuvre de l'action, la coordination avec tous les cobénéficiaires;
  - b) sert d'intermédiaire pour toutes les communications entre les cobénéficiaires et le pouvoir adjudicateur;
  - c) est chargée de communiquer au pouvoir adjudicateur tout document et toute information requis par la présente convention, notamment en ce qui concerne les rapports descriptifs et les demandes de paiement. Lorsque des informations sont requises de la part des cobénéficiaires, l'organisation est chargée de les obtenir, de les vérifier et de les regrouper avant de les communiquer au pouvoir

- adjudicateur. Toute information communiquée, ainsi que toute demande adressée par l'organisation au pouvoir adjudicateur, sont réputées avoir été faites en accord avec tous les cobénéficiaires;
- d) informe le pouvoir adjudicateur de toute circonstance susceptible d'affecter ou de retarder la mise en œuvre de l'action;
  - e) informe le pouvoir adjudicateur de tout changement juridique, financier, technique, d'organisation ou de contrôle des cobénéficiaires ainsi que de toute modification du nom, de l'adresse ou du représentant légal d'un des cobénéficiaires;
  - f) est tenue, dans le cas d'audits, de contrôles, de suivis ou d'évaluations, tels que décrits aux articles 10 et 17, de transmettre tous les documents nécessaires, sans préjudice de l'article 30.8;
  - g) veille sous sa pleine responsabilité financière à la bonne exécution de l'action dans le respect de la présente convention. Cela inclut la mise en œuvre faite par les cobénéficiaires. Par dérogation à ce qui précède, lorsque les piliers d'un cobénéficiaire ont fait l'objet d'une évaluation positive par la Commission européenne et que l'organisation peut apporter la preuve que les montants à recouvrer en vertu de la présente convention ne se rapportent qu'aux activités qui ont ou devraient avoir été mises en œuvre par le cobénéficiaire conformément aux dispositions de l'annexe I, le pouvoir adjudicateur doit recouvrer ces montants auprès du cobénéficiaire;
  - h) établit les demandes de paiement conformément à la convention;
  - i) est le seul destinataire, au nom de tous les cobénéficiaires, des paiements du pouvoir adjudicateur. L'organisation doit s'assurer que les paiements adéquats sont ensuite effectués au profit des cobénéficiaires sans retard injustifié;
  - j) ne délègue aucune de ces tâches, en tout ou en partie, aux cobénéficiaires ou à d'autres entités.
  - k) le cas échéant, rembourse les fonds au pouvoir adjudicateur conformément à l'article 15.
- 30.3 L'organisation et les cobénéficiaires:
- a) entreprennent l'action ensemble, en prenant toutes les mesures nécessaires et raisonnables pour assurer la réalisation de l'action conformément à la description de l'action qui figure à l'annexe I et aux conditions de la présente convention;
  - b) assument, individuellement ou solidairement, la responsabilité de toute obligation qui leur incombe;
  - c) veillent à ce que l'organisation dispose ou obtienne les données nécessaires pour rédiger les rapports, établir les états financiers et tout autre document ou information requis par la présente convention et ses annexes, ainsi que, sans préjudice de l'article 30.8, toute information nécessaire en cas d'audit, de contrôle, de suivi ou d'évaluation, selon les modalités prévues aux articles 10 et 17;
  - d) veillent à ce que toutes les informations à fournir au pouvoir adjudicateur ou toute demande à lui adresser soient envoyées par l'intermédiaire de l'organisation;
  - e) concluent les accords internes adéquats aux fins de la coordination interne et de la représentation des cobénéficiaires vis-à-vis du pouvoir adjudicateur pour toute question concernant la présente convention, dans le respect des dispositions de celle-ci et conformément à la législation applicable.
- 30.4 Dans des cas dûment justifiés, l'organisation peut également mettre un terme à la participation d'un cobénéficiaire à la présente convention. À cet effet, l'organisation communique au pouvoir adjudicateur les motifs justifiant la résiliation de sa participation ainsi que la date à laquelle cette résiliation prendra effet, ainsi qu'une proposition de réaffectation des tâches du cobénéficiaire dont la participation doit cesser ou relative à son remplacement éventuel. Cette proposition est envoyée en temps utile avant la prise d'effet prévue de la résiliation. En cas d'accord du pouvoir adjudicateur, la convention est modifiée en conséquence, conformément à l'article 11. En cas de désaccord du pouvoir adjudicateur, chaque partie peut résilier la convention conformément à l'article 13.3.
- 30.5 Dans des cas dûment justifiés, le pouvoir adjudicateur peut suspendre la participation d'un cobénéficiaire à la convention pour les motifs visés à l'article 12.6 ou mettre fin à la participation d'un cobénéficiaire à la convention pour les motifs visés à l'article 13.1.
- 30.6 En cas de résiliation de la participation d'un cobénéficiaire conformément à l'article 30.5, la demande de paiement du cobénéficiaire concerné est jointe à la demande de paiement suivante après la résiliation communiquée par l'organisation.
- 30.7 Le plafond de 60 000 euros pour les options simplifiées en matière de coûts prévu à l'article 25.2 s'applique à l'organisation et à chaque cobénéficiaire individuellement. Les coûts indirects ne sont pas

éligibles au titre de la convention pour un cobénéficiaire qui reçoit déjà au cours de la période considérée une subvention de fonctionnement financée sur le budget de l'Union européenne. Lorsque le budget de l'action comprend une ventilation par cobénéficiaire et organisation, l'organisation et les cobénéficiaires sont autorisés à adapter le budget par des transferts entre eux sans modification à la convention.

- 30.8 Sauf indication contraire dans les conditions particulières, lorsque l'organisation et un cobénéficiaire ont tous deux conclu des accords-cadres avec la Commission européenne, seul l'accord-cadre de l'organisation s'applique aux fins de la présente convention. Sans préjudice de ce qui précède, lorsqu'un cobénéficiaire a marqué son accord sur les modalités des vérifications dans le cadre d'un accord-cadre, de telles modalités restent applicables.